

CARMEN CASTILLO, RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR

RENCONTRE La cinéaste franco-chilienne est venue passer la journée à la rédaction. Sa révolte intacte et son amour du débat ont alimenté les pages de votre journal.



Julien Jaulin/ Hanslucas

JEUDI 1^{er} OCTOBRE 2020 | N° 23028 | 2,30 € **l'Humanité.fr**

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

LES CHILIENS
DOIVENT SE
PRONONCER
LE 25 OCTOBRE
SUR LE RETRAIT DE
LA CONSTITUTION
DE 1980, UN LEGS DE
LA DICTATURE.
P. 4

Chili, le temps du peuple

Martin Bernetti/AFP

FÉMINISME

Ce que révèle le débat sur le «crop top»

La polémique autour de la tenue des lycéennes prend de l'ampleur après la publication d'un sondage. **P. 14**

HONDURAS

Les militants écologistes dans le viseur

José Antonio Teruel a été tué, dimanche, s'ajoutant à la longue liste des défenseurs de l'environnement assassinés. **P. 15**

CULTURE

«La littérature aide à la transformation sociale»

La romancière anglo-nigériane Bernardine Evaristo sort une œuvre habitée par douze figures féminines. **P. 18**



Temps forts



BONNE NOUVELLE

51 enfants non accompagnés, issus du camp de Moria ravagé par un incendie à Lesbos, sont arrivés mercredi à l'aéroport d'Hanovre, en Allemagne. Berlin s'est engagé à accueillir quelque 400 mineurs non accompagnés et 1 500 réfugiés de l'ex-camp, qui seront dispatchés vers plusieurs cités d'accueil.

L'actualité sur l'Humanité.fr

ÉTATS-UNIS Que retenir du premier débat public Trump-Biden avant l'élection de début novembre ? Ce débat et ceux à venir peuvent-ils changer la donne ? L'analyse de Christophe Deroubaix.

ÉLYSÉE Comment Emmanuel Macron se sert de l'Histoire pour alimenter son propre récit ? Décryptage du rapport du président à l'Histoire, mise à son propre service.

EHPAD

La répression antisyndicale ne bat pas en retraite

Des salariés de plusieurs établissements pour personnes âgées des groupes Korian et DomusVi dénoncent des sanctions, allant jusqu'au licenciement, à cause de leur mandat syndical.

« **L**es élus CGT stigmatisés/sont venus manifester/même si vous ne le voulez pas, nous on est là ! » Au fond de la très chic impasse des Tybilles à Meudon (Hauts-de-Seine), ces slogans ont résonné, jeudi dernier, pour exiger la fin des discriminations anti-syndicales. Pour Jean-Luc, représentant de proximité CGT et aide-soignant, le climat s'est clairement dégradé depuis les élections professionnelles en février et mars derniers. « Ils mettent la pression. Il y a trois mois, j'ai eu un avertissement. Juste parce que je suis allé faire de la monnaie dans un magasin sur mon temps de pause. Sans mon mandat, ça se serait passé différemment. Ils ont voulu frapper fort et faire peur. » Selon l' élu, cette sanction, intervenue quelques jours après la journée d'action dans la santé, très suivie, du 16 juin, n'est pas une coïncidence. « Tout le monde était sorti ce jour-là. »

« Ils essaient de mater la rébellion »

Pour Nadège Plou, DRH France de Korian, ces faits n'ont rien à voir avec une quelconque appartenance syndicale. « Le salarié est allé au bar d'en face avec ses équipements de protection individuelle, ce qui est un non-respect criant des règles d'hygiène. » Mais, comme le souligne Albert Papadacci, délégué syndical central CGT, « ce cas de répression n'est pas isolé. Ils essaient de mater la rébellion. Nous avons fait remonter beaucoup de problèmes pendant la crise du Covid : 300 personnes ont manifesté devant le siège, le 16 juin. Ça leur a mis une gifle et la syndicalisation a explosé ».

Dans le groupe pointé du doigt pour sa gestion de la pandémie et le non-versement de la prime de 1 000 euros promise par la directrice générale, Sophie Boissard, la

colère n'a cessé de grimper. Ce jeudi, un rassemblement est organisé à l'Ehpad Korian Le Halage à Bruay-sur-l'Escaut (Nord) en soutien à Karine, psychologue à temps partiel convoquée à un entretien préalable pouvant aller jusqu'au licenciement.

« La directrice m'a dit : "Elle est à la CGT, on va la sortir." Elle m'a demandé de monter des dossiers à charge contre les syndiqués. »

Après seize ans sans nuages, le ciel lui est tombé sur la tête quand elle a décidé d'endosser, à l'automne 2019, un mandat de représentante de proximité CGT. « Quand j'ai posé ma candidature, ils ont lancé une procédure pour que celle-ci soit considérée comme frauduleuse, explique-t-elle. Pendant deux mois et demi, la direction m'a ensuite contrainte à rester chez moi. On a raconté n'importe quoi sur mon compte, que je créais un climat délétère, que je voulais faire manger du porc aux résidents musulmans... » Sa situation se dégrade. « Une semaine après mon retour, le 12 février, je suis convoquée. On me reproche mon attitude envers la direction qui ne serait pas en adéquation avec ma fonction de cadre. » Le lendemain, elle fait un malaise au sein de la structure. La direction contestera son accident du travail avant qu'il ne soit finalement reconnu.

À son retour d'arrêt maladie, puis de vacances, en juillet, selon elle, le rouleau oppresseur redémarre. « 13 personnes âgées sont décédées pendant le Covid et 75 % du personnel ont été touchés. J'ai donc proposé



Face aux pressions, la CGT manifestait, jeudi 23 septembre, devant l'Ehpad Korian des Tybilles,

d'augmenter mes heures sur le site pour pouvoir accompagner les salariés, mais une autre psy a été embauchée ! Les syndicalistes les dérangent, ils voudraient faire leur tambouille entre eux. » Si Karine ne connaît pas le motif de l'entretien d'aujourd'hui, pour la DRH France de Korian, cela n'a, là encore, « rien à voir avec un mandat syndical, mais concerne la non-application de mesures de précaution ».

Une entreprise de démolition

Figurant également sur la liste des élections professionnelle, Myriam, 52 ans, cadre de santé, syndiquée CGT, a été virée début septembre. Salariée de l'Ehpad depuis vingt et un ans, la cadre infirmière a reçu sa mise à pied par SMS. Sa lettre de licenciement ne compte pas moins de 5 pages de remontrances. « On m'a reproché d'être inerte pendant la canicule alors que je courais partout pour rafraîchir les résidents. Mais aussi que les personnels se plaignaient de leur emploi du temps. Depuis

le changement de directrice, en 2012, ça ne se passe pas très bien. Mais avec les élections, ça a empiré. C'est la suspicion généralisée. Notre directrice est sans doute une très bonne commerciale, mais le management est moyenâgeux. »

Au château de Chaillé, à Saint-Martin-lès-Melle (Deux-Sèvres), les échos de la souffrance filtrent aussi entre les vieilles pierres de l'Ehpad du groupe DomusVi. Karine, ancienne responsable hôtellerie et hébergement, se mord les doigts d'avoir participé à ce qu'elle juge être une entreprise de démolition. En poste depuis trois ans, elle signale la faute d'une de ses collègues. La machine s'emballe. « La directrice m'a dit : "Elle est à la CGT, on va la sortir." Elle m'a demandé de monter des dossiers à charge contre les syndiqués. J'ai refusé. Un jour, des collègues me rapportent que cette salariée en question m'a insultée. La direction me conseille de porter plainte. Je vais alors déposer une main courante. Cette personne a été licenciée. J'ai ensuite appris que mes

HISTOIRE Retrouvez chaque mercredi le feuilleton de Philippe Pivion, qui avec *La nuit se déchire* à Tours, plonge au cœur du Congrès de 1920, événement qui continue de marquer la vie politique française.



Thibaut Poirot @ThPoirot 32 000 élèves de plus en 2021 mais 1 800 postes de professeur supprimés dans les collèges/lycées en France à la prochaine rentrée. Soit des classes à 36 voire 37 élèves. Mais continuez à débattre des tenues des élèves, hein.



ÉDITORIAL

Par Carmen Castillo, cinéaste franco-chilienne

Soulèvement

En ces mois de septembre, octobre 2020, ce qui voyage entre le Chili et la France, ce sont les révoltes, les visages, les images de l'Histoire. Les lettres de Gemita racontent les souffrances d'une famille ordinaire du quartier de Puente Alto à Santiago, son fils de 18 ans, prisonnier comme des centaines d'autres, en attente d'un procès où la peine requise de dix ans rend le réel absurde. Manque de ressources, la faim qui menace. Pourtant, pas une plainte, l'espoir entre les dents, et la force pour continuer, malgré la fatigue. Gemita n'est pas seule, elle n'éveille pas la pitié, elle est ma sœur, elle exige du respect.

« Lutter, jusqu'à ce que la dignité devienne la norme. » Ce cri de ralliement résonne dans les places et les rues du Chili. L'imprévisible de l'histoire, le soulèvement populaire du 18 octobre 2019, des millions de gens dans les rues. Et nous, vieilles dames indignes et mémoires vives d'un soulèvement

passé, embarquées par la performance contestataire du collectif féministe Las Tesis, « *un violeur sur ton chemin* », nous avons dansé et chanté par milliers devant le Stade National. La jeunesse féministe donne la couleur, sa poétique à la révolte actuelle.

La rébellion citoyenne et populaire s'est répandue tout au long du Chili, cinq mois d'agora et de manifestations. Gemita s'enchantait au souvenir de ces

La solidarité tisse les liens, à rebrousse-poil de l'offensive médiatique et policière du gouvernement.

nuits étoilées, son collectif des mères des prisonniers, né en novembre 2019 face aux violences policières, s'est replié depuis avril dernier dans les

quartiers populaires. Elles organisent les soupes populaires, fabriquent les masques et prennent soin des anciens. La solidarité tisse les liens, à rebrousse-poil de l'offensive médiatique et policière du gouvernement de droite. Le pouvoir tremble. Mais il s'est saisi de la pandémie pour nettoyer les villes. Entre couvre-feu et répression, il tente de réinstaurer la peur. Eux, ils sont peu et très organisés. Nous, nous sommes très nombreux et il nous faut nous assembler.

Le peuple en lutte a arraché le référendum du 25 octobre qui peut mettre fin à la Constitution de la dictature. Cette victoire, les puissants cherchent à l'anéantir, entre manipulation politique et campagne de désinformation. Le référendum n'est pas une fin en soi, c'est le premier pas d'une longue bataille politique. Ce n'est pas la fin de l'histoire, bien sûr. Aujourd'hui dans le monde, l'infini est du côté des pauvres. ●



à Meudon (Hauts-de-Seine). Guillaume Clément

collègues avaient fait de fausses déclarations. On m'a versé une prime pour garder le silence. J'ai regretté ce qui s'est passé. »

Karine sent le vent tourner. Convoquée à un entretien le 17 septembre, elle est débarquée. « On m'a reproché d'avoir cherché à me fournir en drogue sur mon lieu de travail ! Mais aussi de ne pas avoir réalisé 100 % des évaluations. En réalité, j'en savais trop sur leurs pratiques. Les élus du personnel sont leurs bêtes noires. Ils traitent aussi très mal les résidents qui mangent de la nourriture industrielle pour 4,61 euros par jour alors qu'il paient 2500 euros par mois. Seul le chiffre compte. » Sa descente aux enfers n'a pas freiné l'élan revendicatif. « Les adhésions ont explosé depuis cette histoire, constate Aurélie, déléguée syndicale de la structure, un tiers du personnel est désormais à la CGT, ils ont compris qu'ils devaient se protéger. » De son côté, DomusVI dément « avec la plus grande force toutes accusations de discrimination antisyndicale au sein du groupe ». ●

CÉCILE ROUSSEAU

LE FIL ROUGE

filrouge@humanite.fr

Tarbes (65) Rencontre apéro-débat avec Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, le 4 octobre, à 11 h 30, à la bourse du travail.

Paris « Aragon, de la guerre et de ses effets », conférence organisée par la Mairie de Paris et de la Fondation Aragon-Elsa Triolet. Le 7 octobre, espace Niemeyer, à 19 heures. Inscription par Internet.

Fontaine-lès-Dijon (21) Les Amis de l'Huma organisent une journée de soutien à notre journal le 3 octobre, de 12 heures à 22 heures, à la Casa Yanelli.

Bordeaux (33) Débat sur le *Guide du Bordeaux colonial* organisé par Espace Marx Gironde en lien avec la librairie Olympique, le 11 octobre, à 16 heures, dans la halle des Chartrons.

L'IMAGE DU JOUR



Le court Suzanne-Lenglen comme on ne l'a jamais vu, hier, à Roland-Garros. Sur le terrain, l'Autrichien Dominic Thiem a battu l'Américain Jack Sock et s'est qualifié pour le 3^e tour... sans les tonnerres d'applaudissements. T. Samson/AFP

L'événement

PANDÉMIE ET CRISE ÉCONOMIQUE

Le taux de chômage officiel dépasse au Chili les 13 %, son plus haut niveau en dix ans, avec des prévisions de contraction du PIB de 4,5 % à 5,5 % cette année. Réponse du gouvernement à cette récession : un plan de 2 milliards de dollars d'aides aux entreprises.

21,1 %

C'était, en 2019, le taux de pauvreté infantile au Chili, d'après les statistiques de l'OCDE.

AMÉRIQUE LATINE

Au bout de la révolte, le rêve d'un nouveau Chili

Les Chiliens doivent se prononcer, le 25 octobre, sur le maintien ou l'abandon de la Constitution de 1980, un legs de la dictature. Pour reprendre la main après le soulèvement populaire, la droite manœuvre, cherche à brouiller les cartes et parie sur l'abstention.

« **N**o son 30 pesos, son 30 años ! » Ce n'est pas l'affaire de 30 pesos pesos – l'augmentation du prix du ticket de métro, l'étincelle qui avait mis le feu aux poudres – mais l'affaire de trente ans. Ce cri de la jeunesse chilienne disait à lui seul, voilà un an, toute la profondeur politique du soulèvement populaire qui devait se prolonger de longs mois, jusqu'au confinement imposé, en mars, par la pandémie de Covid-19. En cause : trente ans d'une transition qui s'est accommodée de l'héritage institutionnel de la dictature d'Augusto Pinochet et qui a perpétué le modèle économique néolibéral usiné dans le macabre laboratoire chilien, après le coup d'État fatal au président socialiste Salvador Allende, le 11 septembre 1974.

Césure historique que ce surgissement politique : le peuple chilien affirmait, colère et joie mêlées, sa volonté d'être entendu, pris en compte et, entre assemblées de quartier et occupation de l'espace public, sa volonté de participer aux choix politiques. Jusque-là, sa mise au ban, depuis le « retour à la démocratie » en 1990, n'avait produit que désastre social : pauvreté endémique, système de santé publique délabré, éducation à deux vitesses, règne des fonds de pension.

Dans l'élan d'octobre confluèrent tous les mouvements qui se sont levés, ces dernières décennies, pour contester un ordre injuste portant encore les gènes des politiques autoritaires et antisociales de la dictature : les

luttés pour des retraites par répartition, le combat féministe, les manifestations étudiantes, le mouvement des Mapuches contre la spoliation de leurs terres ancestrales.

État d'urgence sanitaire et couvre-feu, la colère populaire confinée

La réponse de la droite au pouvoir à ces demandes sociales : un invraisemblable déchaînement de violence qui a fait 26 morts et 11 564 blessés (voir ci-contre). Dans les commissariats, l'ombre de la torture, des viols, des traitements inhumains et dégradants témoignait de cet étau autoritaire qui perdure et marque encore les chairs. Les sévices et les balles éborgneuses n'eurent pas raison de la révolte. Mais la pandémie vint mettre un coup d'arrêt à cette irruption populaire. État d'urgence sanitaire, couvre-feu, emplois précaires détruits : le gouvernement s'est employé à confiner la révolte, laissant les plus déshérités, qui vivent et travaillent au jour le jour, à leur désarroi, dans un pays secoué par les spasmes de véritables émeutes de la faim.

La colère ne s'est pas éteinte pour autant et dans cette crise, le mouvement populaire a ouvert une brèche, en imposant l'idée d'un changement de Constitution. Le 15 novembre 2019, les forces politiques s'accordaient à minima sur le calendrier d'un processus constituant. Toujours en vigueur, la Constitution de 1980, héritée de la dictature, fait

de la « libre initiative économique » le sous-bassement de l'organisation sociale et politique. Bien qu'amendée depuis la chute de Pinochet, elle apparaît comme un verrou, une entrave aux changements auxquels aspire le peuple chilien. Le 25 octobre prochain, les électeurs devront décider de son maintien ou de son abandon. Ils doivent encore se prononcer sur la nature de l'organe qui serait chargé d'élaborer une nouvelle charte fondamentale : soit un Congrès mixte composé à parts égales de membres élus à cette fin et de parlementaires en exercice (option défendue par la coalition gouvernementale), soit une assemblée constituante intégralement composée de

membres élus pour l'occasion (idée soutenue par l'opposition). Si cette dernière configuration devait être retenue, cet organe serait paritaire, une victoire pour les féministes, qui ont marqué de leur empreinte le mouvement populaire. Après un premier

report et à quelques semaines de la consultation, rien n'est joué ; l'élite au pouvoir cherche même à se saisir de cette échéance pour reprendre la main. Dans un contexte de crise sanitaire peu propice au débat démocratique, la droite manœuvre, cherche à brouiller les cartes et parie sur l'abstention.

Une faille s'est creusée dans l'ordre établi

Piñera, qui a élargi cet été le gouvernement à des nostalgiques de la dictature, ne recule devant aucune manigance : tentative d'instaurer un quorum en deçà duquel le scrutin ne serait pas valide, refus du vote par procuration, tractations obscures sur les dépenses de campagne, confusion sur le protocole sanitaire accompagnant le scrutin, etc. La militante féministe et écologiste Lucia Sepúlveda craint même que cette séquence politique n'offre une « bouée de sauvetage » au président et à son camp, « en établissant le référendum comme la seule réponse aux demandes de changements de fond » exprimées dans la rue, alors que le processus est entravé par « des mécanismes qui usurpent le pouvoir constituant ». « Le pire, c'est que l'état d'urgence est maintenu avec un couvre-feu et du

« NOUS FERONS PRESSION POUR QUE LE PROCESSUS CONSTITUANT COMPRENNE DES MÉCANISMES PARTICIPATIFS CONTRAIGNANTS. »
MARGARITA MAIRA (ANTP)



19 décembre 2019, à Santiago. Masquées et déterminées

personnel militaire dans les rues et une forte répression de toute manifestation pour l'approbation d'un changement de Constitution », insiste-t-elle. Sur ce terrain miné, si le oui à une nouvelle Constitution devait l'emporter, la bataille ne ferait que commencer. Avec, du côté du peuple, l'acquis de politisation d'un mouvement qui a bouleversé les consciences. « Le mouvement populaire a changé le cours de l'histoire récente du Chili. Les mouvements sociaux ont pris entre leurs mains l'intérêt général que l'État ne portait pas, définissant leurs aspirations au bien commun sur la base de leurs propres délibérations. Ils ont assumé un rôle qu'ils n'abandonneront pas facilement », prédit l'historien Mario Garcés. Une faille s'est creusée dans l'ordre établi. Contre la dictature de l'argent et les pleins pouvoirs aux capitalistes, Alvaro Ramis, le recteur de l'Académie de l'humanisme chrétien, à Santiago, y voit l'occasion de défendre le principe d'une « Constitution de l'égalité », propre à jeter les bases d'un pays « où les riches seraient moins riches, les pauvres moins pauvres, et où nous serions tous moins vulnérables à l'insécurité et à la contingence. Où chacun pourrait construire, sans limites et sans arbitraire, son propre projet de vie ». ●

ROSA MOUSSAOUI

CALENDRIER ET PROCESSUS CONSTITUANT

Lors du référendum du 25 octobre, les Chiliens devront répondre à deux questions : « Voulez-vous une nouvelle Constitution ? » et « Quel type d'organisme devrait rédiger la nouvelle Constitution ? » avec, pour cette dernière, deux alternatives : une convention mixte

(composée à parts égales de membres élus et de parlementaires en fonction) ou une convention constitutionnelle (composée exclusivement de représentants élus pour l'occasion). Si les électeurs approuvent l'option d'une nouvelle Constitution, l'élection

des membres de la Convention interviendrait le 11 avril 2021. Ils auraient alors 9 à 12 mois pour rédiger une nouvelle charte fondamentale, qui devrait être approuvée par les deux tiers des membres de la Convention, avant d'être soumise à un nouveau référendum.

CHANGER L'HISTOIRE

« Avec ce référendum, nous avons une occasion unique de changer l'histoire et de jeter les bases d'un autre système. » **Camila Vallejo**
Députée communiste

L'événement

nées, ces femmes accusent l'État chilien, ses juges et son armée d'encourager le viol et les féminicides dans le pays. Javier Torres/AFP

D'une geôle à l'autre, la solidarité des exilés chiliens

D'anciens prisonniers politiques ont lancé, à Paris, un comité de parrainage des jeunes placés en détention préventive pour leur participation au soulèvement populaire de l'automne et de l'hiver derniers.

Alors que l'année 1977 touchait à sa fin, ses geôliers le tiraient de sa cellule pour l'embarquer dans l'avion qui devait l'emmener en France. Après le coup d'État, la torture, la prison, la dictature d'Augusto Pinochet commuait sa peine en bannissement. Quatre décennies plus tard, Lucho Salas ne s'attarde ni sur les sévices endurés, ni sur l'amertume de la défaite, ni sur la dure expérience de l'exil. C'est le présent qui le préoccupe : le sort de centaines de jeunes protestataires chiliens à leur tour emprisonnés pour s'être soulevés contre une « démocratie » de façade, contre un système néolibéral usé jusqu'à la corde. Nous le retrouvons, avec d'autres exilés chiliens, à la Maison de l'Amérique latine à Paris, ce lundi soir, où Désirée et Alain Frappier présentent leur dernier roman graphique, *le Temps des humbles* (éditions Steinkis), qui restitue l'atmosphère et les combats de l'Unité populaire. Avec ses camarades de l'Association des ex-prisonniers politiques chiliens en France, il a constitué, le 1^{er} février, un collectif de parrainage des détenus de la révolte sociale au Chili. « Le but est d'apporter un soutien moral aux jeunes gens interpellés dans les manifestations de l'automne et de l'hiver

derniers, incarcérés à titre préventif dans l'attente de leur jugement », expose ce militant, stupéfait de la violence d'État déployée au Chili pour briser cet élan populaire historique.

Acharnement judiciaire et persécution d'une jeunesse rebelle

Entre octobre et décembre 2019, au plus fort du soulèvement, la police avait procédé à 30 000 arrestations ; 2 500 protestataires ont fait l'objet de poursuites ; un millier de plaintes ont été déposées par l'État pour « atteinte à la sécurité intérieure », une accusation qui fait encourir aux prévenus de très lourdes peines de prison ferme. « La plupart d'entre eux sont très jeunes, issus des quartiers populaires ou des bidonvilles, de familles pauvres qui n'ont pas les moyens de payer des frais d'avocat. Ils sont poursuivis sur la base de témoignages partiels recueillis auprès de policiers infiltrés dans les manifestations. Pour le gouvernement ce sont des coupables idéaux : ils n'appartiennent à aucune organisation politique, ils n'ont aucun relais, aucune protection », soupire l'ancien prisonnier politique.

L'indignation est d'autant plus forte devant cet acharnement judiciaire frappant une jeunesse rebelle que le pouvoir a déchaîné contre le mouvement populaire une répression d'une férocité inouïe : 26 morts, 11 564 blessés, dont 350 souffrant de lésions oculaires, 1 500 plaintes déposées pour torture, traitements inhumains et dégradants dans les commissariats, 809 procédures engagées contre des policiers pour viols et violences sexuelles.

Ces graves atteintes aux droits humains avaient été compilées, en décembre 2019, dans un rapport de l'ONU qui dénonçait « la gestion fondamentalement répressive » des manifestations pacifiques par la police et jugeait arbitraire la détention de nombreux protestataires.

« À cette extraordinaire force créative, porteuse d'une vision d'une grande clarté politique, qui contestait le néolibéralisme à un niveau très profond, l'État a opposé une répression sauvage, en éborgnant, en aveuglant, en mutilant, en torturant, en violant. La détention préventive pour ces jeunes manifestants tient de la punition anticipée, de la persécution politique pour prévenir la résurgence du mouvement populaire », s'insurge Julio Laks, passé lui aussi par les geôles de Pinochet.

Dans le sort réservé à la génération engagée qui combat les oripeaux de la dictature et de son modèle économique, les exilés chiliens de Paris distinguent une généalogie de la répression. « Ils cherchent à susciter la peur, à étouffer l'expression populaire par la terreur, remarque Lucho Salas. C'est exactement de cette façon que procédaient nos tortionnaires. »

R.M.

1500 plaintes déposées pour traitements inhumains.

L'événement



Les armes de la militante, elle en prend pas à pas la mesure, ce sont désormais ses films. Consuelo Castillo

Carmen Castillo, aimer tout de la vie

L'histoire de cette cinéaste et militante se confond avec les combats de son peuple, de l'Unité populaire au soulèvement de l'an dernier. Portrait.

Par **Joseph Andras**
Écrivain

Jamais elle n'aurait cru devenir cinéaste – et pourtant : on lui doit deux longs métrages et près de vingt documentaires à la télévision. Il se peut qu'elle rechigne encore à le faire sien, ce mot, « cinéaste » : préférez « artisan », venue à la caméra par cette sorte de chemins que la vie veut imprévus.

L'état civil a ses exigences : une date et un lieu. Disons plutôt que Carmen Castillo a 20 ans quand naît le MIR, le Mouvement de la gauche révolutionnaire, et que Salvador Allende vient d'être vaincu, pour la troisième fois, aux élections présidentielles du Chili. De jeunes gens, socialistes, communistes et anarchistes, n'en doutent plus : le renversement du capitalisme ne sera pas l'affaire des urnes. Alors le MIR exproprie des terres, appuie paysans et Mapuches, braque des banques. Carmen compte des billets, deux de ses frères montent en première ligne.

« Nous étions vus comme des Robins des bois. Pas de morts, pas de blessés », se souvient-elle. Et si Carmen ne se défait jamais de son pistolet (« J'avais été formée auprès de Beatriz Allende, sa fille, et des Tupamaros »), elle jure n'avoir jamais souscrit au culte des armes. Pas plus que ses camarades.

Préférant l'ombre à la lumière du pouvoir

Voilà que meurt le Che. Presque va-nu-pieds, de tout son long crevé sur un lavoir, poil hirsute, mains bientôt tranchées. Aux côtés de Beatriz, Carmen s'engage dans le soutien à la guérilla bolivienne. « Des petites choses », modère-t-elle : appels téléphoniques, notes, transports de messages, réunions. Fin 1969, on l'arrête. Elle s'envole pour Paris (les cours de Vincennes et les Beatles, « un bouillonnement gigantesque »), revient au Chili, et voici qu'Allende remporte les élections au nom de l'Unité populaire. Le MIR, amnistié, pose les armes ; Allende en fait sa garde rapprochée ; Miguel Enriquez, tête du mouvement et compagnon de Carmen, refuse d'intégrer le gouvernement

– « soutien critique », comme le veut la formule. « Nous vivions un grand bonheur, mais sous une épée de Damoclès », raconte Carmen. La droite répétait que les Russes étaient désormais au pouvoir. »

Elle a 25 ans, entre à La Moneda, le palais présidentiel que l'armée fera bombarder, et prend en charge l'accueil des réfugiés politiques – parmi eux, un certain Régis Debray, rescapé de quatre années de détention en Bolivie. L'intéressé se souviendra, dans son *Carnet de route* : « Les camarades jouent la carte du bonheur sans se cacher » et le président s'avance « généreux, direct, tutoyant au premier abord ».

« Nous vivions un grand bonheur, mais sous une épée de Damoclès », raconte Carmen.

Carmen ne dit pas autre chose : « Allende aimait tout de la vie. » Elle y œuvre dix mois durant, sans cesser ses activités à l'université, comme professeure d'histoire, ni au sein du MIR. Mais la jeune femme préfère l'ombre à la lumière du pouvoir : le quotidien se fait pesant et on la surprend, au palais, à effacer des copies de quelque manuel de guérilla. C'est en toute amitié qu'Allende la délivre de ses obligations. « J'ai éprouvé du soulagement », dit-elle aujourd'hui.

Expropriation d'entreprises et de grandes propriétés agricoles, nationalisation de banques et de l'industrie minière du cuivre : si le *compañero presidente* est légaliste, sa main ne tremble pas. La bourgeoisie s'affole, la CIA s'active et Nixon rêve de l'entendre « crier », ce pays. Récession, manifestations, pénuries alimentaires, files d'attente : on sait la suite.

Les militants tomberont un à un, torturés pour la plupart

L'armée encercle Allende, lequel, refusant le secours du MIR (l'exfiltrer, du moins tenter), se suicide au fusil d'assaut. Pinochet prend le pouvoir avec le sang d'un réformiste sur les mains et le MIR entre en résistance clandestine. Les militants tomberont un à un, torturés pour la plupart, et Carmen et Miguel seront connus sous d'autres noms – cela, elle le racontera dans son premier livre, *Un jour d'octobre à Santiago*, celui où le régime a pris d'assaut leur maison bleue. C'est en 1974 et Miguel s'effondre sous les balles ; Carmen est hospitalisée, enceinte, blessée par l'explosion d'une grenade. Une mobilisation internationale l'arrache aux putschistes : direction l'Angleterre, puis Paris, où l'exilée se voit, femme, mère et militante brisée, recueillie par agnès b. Elle n'a pas de papiers, devient vendeuse dans sa première boutique, rencontre le mouvement féministe, Deleuze et Guattari. La survivante va réapprendre à vivre.

Le cinéma ? Il s'impose au gré de ses rencontres. En groupe, d'abord, tandis que Mitterrand annonce son « tournant de la rigueur », puis seule. Il a fallu oser. « La France mythifie l'auteur-réalisateur, pas moi », explique-t-elle. Au Chili, le dictateur participe désormais à la « transition vers la démocratie » et Carmen y retourne pour enregistrer le témoignage d'une ancienne camarade passée à l'ennemi. « Je voulais, sans ressentiment, saisir le fonctionnement de cette machine de mort qui s'était abattue sur nous. » Puis elle se rend au Chiapas en plein soulèvement zapatiste. Le sous-commandant Marcos lui accorde un long entretien : « C'est l'une des rencontres fondamentales de ma vie », confie-t-elle. Politiquement, c'est même une renaissance : une trouée, enfin, dans la chape de plomb que le néolibéralisme a coulée sur le monde. « Mon impuissance disparaissait, la joie revenait pour la femme de 50 ans que j'étais devenue. » Elle y reviendra souvent.

Ses armes, elle en prend pas à pas la mesure, ce sont désormais ses films.

Mais il faut à celles-ci l'art pour ne pas s'enrayer : la poésie, le chant et la littérature peuplent ainsi son œuvre. Si elle conte la vie de Victor Serge en 2011 et s'empare, quatre ans plus tard, de la pensée de Daniel Bensaïd, la dire « trotskyste » ne dirait pas grand-chose d'elle. Carmen n'a pas le goût des clans ni des lignes au cordeau – secétaires, repassez. Sa famille, il faut la chercher quelque part entre communistes et libertaires, partout, surtout, où l'on croit que le monde n'a pas dit son dernier mot.

Dans l'éternelle fumée de ses petits cigares, entre Paris et Santiago, elle songe à l'heure qu'il est à son prochain film. Une histoire d'exil. « Oui, toujours », semble dire son sourire. ●

FEU VERT À L'ALLONGEMENT DE L'IVG

Mercredi, les députés ont adopté en commission une proposition de loi visant à allonger de 12 à 14 semaines de grossesse le délai légal pour recourir à l'avortement, en dépit des oppositions à droite.

3 milliards

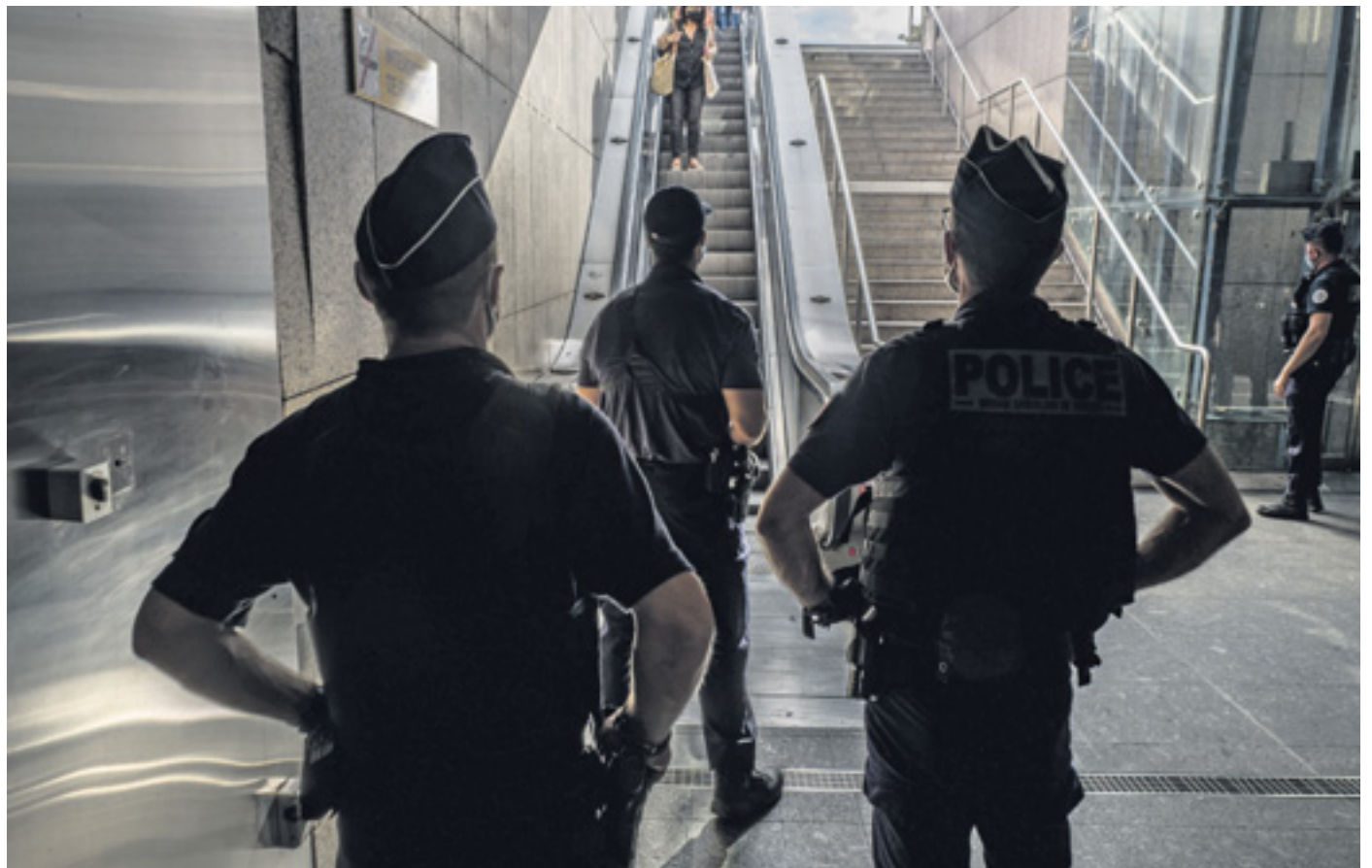
C'est, en euros, l'enveloppe octroyée au nouveau dispositif intitulé « Petites villes de demain », présenté hier par la ministre Jacqueline Gourault (voir plus sur humanite.fr).

Politique & Citoyenneté**PANDÉMIE**

La Macronie invente l'exception transitoire permanente

Les députés sont appelés à voter ce jeudi une prolongation des mesures liées à l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1^{er} avril 2021, abîmant toujours plus l'État de droit.

Attention, accrochez-vous. L'Assemblée nationale examine ce jeudi le projet de loi « prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire ». L'idée est de prolonger une transition exceptionnelle qui devait permettre de mettre fin progressivement à l'état d'exception l'ayant précédé. Vous suivez toujours ? Au final, c'est bien l'État de droit qui trinque. L'objectif est de maintenir des mesures contenues dans l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1^{er} avril prochain, alors qu'elles allaient devenir caduques le 30 octobre. Les préfets pourront toujours imposer des restrictions aux libertés individuelles et publiques, en interdisant manifestations, rassemblements et ouvertures d'établissement. Face au Covid-19, « nous devons accepter de restreindre certaines de nos libertés auxquelles nous sommes attachés », argumente le ministre de la Santé, Olivier Véran. « Les contaminations, les hospitalisations et les décès augmentent. C'est pour cela que nous ne pouvons pas laisser le pays désarmé au 1^{er} novembre », ajoute la députée LaREM Alice Thourot. La rapporteure du texte estime que « ce régime transitoire a fait ses preuves pendant l'été » et assure que « ces cinq mois supplémentaires ne constituent pas un chèque en blanc au gouvernement », car « l'État de droit ne cesse de s'affirmer ».



Objectif du gouvernement : pouvoir interdire rassemblements et ouvertures d'établissements jusqu'au 1^{er} avril. F. Scheiber/H. Lucas/AFP

« Ce texte va trop loin et trop longtemps »

Tel n'est pas du tout l'avis des députés d'opposition. « Ce texte va trop loin et trop longtemps. Le Parlement peut se réunir beaucoup plus rapidement. Il faut des rendez-vous d'évaluation et des rendez-vous démocratiques. Là, on nous demande de donner les clés de la maison pour cinq mois », s'élève le député LR Philippe Gosselin. « Il faut être convaincu, quand on renonce à quelque chose, que cela a un sens. Mais les consignes du gouvernement sont sans cesse contradictoires, sans logique globale », dénonce Ugo Bernalicis. L'élus FI se désole d'une stratégie sans cadre commun, qui serait normée et adaptable selon les cas et les territoires : « On est dans une course à l'échalote de l'innovation absurde chez les préfets, qui ont beaucoup trop de pouvoirs. Il faudrait fixer

cette règle : à situation sanitaire égale, règle sanitaire égale. » De quoi éviter des décisions préfectorales ubuesques et scandaleuses, comme l'interdiction faite à Calais de distribuer des denrées alimentaires aux réfugiés, au nom de la lutte contre le Covid.

« Oui, il faut s'habituer à vivre avec le virus, mais il ne faut pas pour autant s'habituer à vivre avec un régime d'exception à nos règles démocratiques », observe Stéphane Peu. Le député PCF rappelle que depuis 1955, il y a des principes à respecter lorsqu'un état d'urgence est déclaré. « Le délai doit être court, et le contrôle du Parlement constant. Sinon les risques sont connus : une accoutumance du

gouvernement à des pouvoirs exorbitants, et une pérennisation des mesures exceptionnelles dans le droit commun. En

l'état, le texte ne respecte pas ces principes, et ne prémunit en rien les risques. » Le communiste rappelle d'ailleurs que l'état d'urgence suite aux attaques terroristes de novembre 2015 a sans cesse été prolongé jusqu'à ce que nombre des mesures liées entrent dans le droit commun en octobre 2017. Le gouvernement a d'ailleurs annoncé sa volonté d'instituer un « dispositif pérenne de gestion de l'urgence sanitaire » d'ici à janvier 2021...

« Nous sommes dans un flou permanent. L'exécutif brouille les frontières. Des dizaines

d'ordonnances n'ont toujours pas été ratifiées, et le Conseil constitutionnel estime que même au-delà du délai de ratification, l'ordonnance continue de s'appliquer. Mais où est l'État de droit ? Où est passé le pouvoir législatif et décisionnel du Parlement ? », s'indigne Ugo Bernalicis. Les députés ne sont pas les seuls à alerter. La Défenseure des droits, Claire Hédon, estime que plusieurs dispositions du texte examiné ce jeudi sont « susceptibles de porter, directement ou indirectement, une atteinte disproportionnée aux droits et aux libertés, notamment à la vie privée et au principe d'égalité ». Elle signale de plus le caractère « aléatoire » des décisions prises depuis l'été, qui ne garantissent « ni l'intelligibilité des mesures ni la sécurité juridique des personnes ».

AURÉLIEN SOUCHEYRE

« CETTE ATTEINTE GRAVE ET ILLÉGALE AU DROIT DE MANIFESTER EST RENOUVELÉE ALORS QUE NOTRE PAYS EST TOUCHÉ PAR UNE CRISE SOCIALE SÉVÈRE. »

STÉPHANE PEU, DÉPUTÉ PCF

DROIT DES ÉTRANGERS

Gérald Darmanin réclame la double peine

Dans un courrier adressé aux préfets, le ministre de l'Intérieur demande de « reconduire systématiquement dans leur pays les étrangers » représentant une menace « pour l'ordre public ».

Le gouvernement poursuit sa chasse aux électeurs de l'extrême droite en s'en prenant aux étrangers. Mardi, Gérald Darmanin a envoyé une lettre à l'ensemble des préfets de France, leur demandant de reconduire systématiquement dans leur pays les étrangers ayant commis des « infractions graves » ou « représentant une menace grave pour l'ordre public ».

Dans ce courrier, écrit quatre jours après l'attaque perpétrée par un ressortissant pakistanais devant les anciens locaux de *Charlie Hebdo*, le ministre fait référence aux « événements survenus récemment », qui « doivent vous inviter à la plus grande vigilance ».

Sans la nommer, il érige en priorité la « double peine » chère à l'extrême droite, qui consiste à expulser un étranger condamné à une peine de prison. En réalité, le ministre ne fait que rappeler la loi et inciter les préfets à s'en saisir plus souvent. « Il laisse dangereusement entendre que la loi n'est pas respectée, mais c'est faux, explique M^e Mireille Damiano, avocate. Les préfets sont déjà particulièrement actifs, il ne faudrait pas qu'il y ait d'excès de zèle. Par exemple, qu'est-ce qu'un trouble à l'ordre public ? Un vol de portable, c'en est un. Donc, il faut demander aux juges d'engager une procédure d'éloignement après un vol de portable ? »

Car par cette lettre, Gérald Darmanin réhabilite la politique du chiffre chère à Nicolas Sarkozy, quitte à favoriser les abus ou les dérives, en demandant des



Le ministre réhabilite la politique du chiffre chère à Sarkozy. L. Marin/AFP

comptes sur les expulsions : chaque trimestre, les préfets devront lui signifier « personnellement » le nombre « d'éloignements d'étrangers représentant une menace grave à l'ordre public auxquels vous avez procédé sur votre territoire ».

Le retour des charters de Pasqua

Accompagnée d'un tweet du ministre de l'Intérieur, cette missive est surtout un effet d'annonce, faisant usage de mots très durs, évoquant les expulsions par « vols groupés » – rappelant les charters de Charles Pasqua – ou suggérant aux préfets « d'engager des procédures de refus ou retrait de la nationalité française, afin de procéder à l'éloignement dans un second temps ». « Il n'utilise pas

le terme de déchéance de nationalité mais il s'agit bien de cela, précise Ludovic Baltran, professeur de droit international. Celle-ci est bien prévue par la loi dans certains cas graves et précis, mais ce n'est pas de la responsabilité des préfets. »

Le ministre de l'Intérieur met ainsi, également, la pression sur les juges, d'autant qu'il demande une « coordination étroite entre de nombreux acteurs : les forces de sécurité bien sûr mais aussi l'autorité judiciaire ». « Cette invective aux magistrats est très choquante, estime M^e Mireille Damiano. Ce n'est pas au ministre de leur dire quoi faire, de les inciter à prononcer des expulsions ou des retraits d'asile. »

D'autant plus inquiétant, Gérald Darmanin indique dans sa lettre que « pour aller plus loin, nous menons actuellement une réflexion sur les dispositions législatives que nous pourrions prendre dans les prochains mois afin de faciliter certaines procédures ». « Ce qu'il nous prépare est très inquiétant. On voit bien les restrictions constantes aux libertés du fait de cette crise dont se sert le gouvernement pour faire de la surenchère sécuritaire, faciliter les procédures d'expulsion, voire de déchéance de nationalité », s'alarme l'avocate.

Dans sa conquête des thèmes de l'extrême droite, quitte à lui dérouler le tapis rouge, le gouvernement poursuit une course à l'échalote de plus en plus dangereuse, notamment pour les hommes et les femmes qui risquent de subir cette politique antimigratoire. Quitte à légitimer au passage le discours du RN. ●

FLORENT LE DU

RÉGIONALES 2021

Les socialistes veulent l'union au nom de la rose

Le PS, qui préside cinq régions métropolitaines, compte les conserver en appelant les gauches à se rassembler derrière lui.

« **N**ous appelons à la mobilisation des actrices et acteurs économiques, politiques et sociaux, pour construire un nouveau projet, en commun, pour notre région. » La gauche socialiste de la région parisienne pousse à l'union pour les régionales de mars, dans une tribune publiée par *Libération*, autour d'un mouvement intitulé « Île-de-France en commun ». Parmi les signataires, essentiellement le PS : Anne Hidalgo, Olivier Faure, Bernard Cazeneuve... et Audrey Pulvar. Car le texte n'est pas dénué d'arrière-pensées. C'est bien adjointe à la mairie de Paris, en première position parmi les signataires, que le PS compte propulser tête de liste pour défier Valérie Pécresse. Mais le parti à la rose craint une candidature, très probable, de Julien Bayou pour EELV. Sur fond de tensions entre socialistes et écologistes au Conseil de Paris, l'appel à l'union résonne comme un avertissement...

L'hypothèse de candidatures écologistes en solo, n'inquiète pas qu'à Paris. Pour rappel, le PS dirige la Nouvelle-Aquitaine, la Bretagne, le Centre-Val de Loire, la Bourgogne-Franche-Comté et l'Occitanie. Dans les régions où leurs candidats sont déjà connus, les socialistes prônent le rassemblement. Ainsi, en Occitanie, Carole Delga, qui brigue un second mandat, pointe la menace d'une extrême droite que les sondages annoncent en tête au premier tour (comme en 2015) : « Quand la gauche est rassemblée, elle est devant le RN. »

Dans les Pays de la Loire, l'ex-député et ministre hollandien Guillaume Garot devrait porter l'étiquette PS pour ravir la région à la droite. Mais son projet de « rassemblement de la gauche et des écologistes » devra passer par des négociations avec EELV, qui a l'intention d'avoir sa liste. Et puis, il y a les présidents de région sortants à qui les macronistes font les yeux doux. Comme Alain Rousset, en Nouvelle-Aquitaine, qui a été approché par Jean-Baptiste Djebbari, ministre des Transports.

Même incertitude autour de Loïc Chesnais-Girard. Ce qui est certain, c'est que le président de la région Bretagne a officiellement déposé sa candidature à l'investiture PS. Reste à savoir ce que feront les macronistes bretons face à un homme réputé proche du ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Pour les socialistes locaux, entre tendre la main aux Verts ou empoigner celle de la Macronie, il faudra choisir. ●

CYPRIEN CADDEO

LA RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR

« Cette peur de l'autre, de l'étranger »



Carmen Castillo

Cinéaste franco-chilienne

« J'ai été apatride, réfugiée politique. J'ai pu obtenir la nationalité française grâce au gouvernement de François Mitterrand. Sans cette volonté politique, cela aurait été impossible car, à l'époque, j'étais considérée comme terroriste. Devenir française a été pour moi une fierté. La France m'a donné un métier : le cinéma. Elle m'a permis de ne plus être

victime, de redevenir une femme libre, un sujet engagé ici, et en Amérique latine, d'être une citoyenne du monde mais avec un ancrage. La déchéance de la nationalité, les attaques contre le droit d'asile mettent en péril les fondements de la République. Tomber dans le piège de la peur de l'étranger, c'est faire le jeu de l'extrême droite. Les valeurs, qui font que je suis fière d'être française, ne mettent pas en péril la démocratie française mais la rendent plus forte. » ●

ÉDUCATION

La propagande électorale de Valérie Pécresse dans les lycées

À six mois des régionales, la présidente de la région Île-de-France s'est offert de la publicité gratuite dans les manuels scolaires, et pour pas cher.

À six mois des élections régionales, tous les moyens sont bons pour se faire de la pub ! Valérie Pécresse, la présidente de la région Île-de-France, a fait coller sa communication sur plus de 1,2 million de manuels scolaires des classes de seconde et de première. La lettre, accompagnée de sa photo et placée à l'intérieur de chaque ouvrage, en lieu et place des noms des auteurs, vante son action pour assurer la gratuité des manuels pour tous les élèves. C'est presque une habitude pour l'élue LR, qui s'était déjà affichée de la même manière dans les livres scolaires l'an dernier. « Pour que cette réforme (du baccalauréat) ne pèse pas sur le budget des familles, écrit-elle, j'ai décidé d'assurer la gratuité des manuels pour tous les élèves. La région

investit ainsi près de 150 millions d'euros pour accompagner, soit en moyenne 340 euros par lycéen. » Le petit bonus de cette année, c'est que le format numérique n'a pas été oublié ! Sur chaque tablette fournie aux lycéens, à l'ouverture de la principale application, les élèves doivent regarder une vidéo de deux minutes de Valérie Pécresse faisant la promotion, à titre personnel, de cette décision du conseil régional.

Un travail réalisé par des détenues

C'est « une antisèche pour les régionales à venir », dénonce Céline Malaisé, présidente du groupe Front de gauche au conseil régional d'Île-de-France. Même réaction du côté de la FSU : « Cette pratique électorale s'apparente à de la propagande ! s'insurge le syndicat.

C'est une atteinte aux obligations de neutralité du service public d'éducation (...). La diffusion de ce message au coût exorbitant (245 000 euros – NDLR) constitue, de plus, un détournement de l'argent public pour la promotion d'une élue, alors que les lycées manquent cruellement d'argent en cette rentrée. » De son côté, la région Île-de-France dénonce « une fausse polémique ». Cerise sur le gâteau, cette publicité scandaleuse a été collée à moindres frais par des détenues de la maison d'arrêt des femmes de Versailles, pendant trois semaines. « Le collage de 500 feuilles a été rémunéré 10 euros, soit une journée et demie de travail », dénonce sur Twitter le Syndicat des détenu.e.s de France, qui se veut le porte-parole des personnes incarcérées dans les 188 prisons du pays. ●

ALEXANDRA CHAIGNON



L'initiative et les méthodes choquantes de Valérie Pécresse suscitent de vives réactions. DR

PERQUISITIONS AU CONSEIL RÉGIONAL

Des perquisitions ont eu lieu mardi à Saint-Ouen, dans les locaux du conseil régional d'Île-de-France, dans le cadre d'une enquête ouverte pour « détournements de fonds publics ». Celle-ci porte sur des contrats de collaborateurs chargés de mission.

LA VENTE DU BON DE SOUTIEN, ÇA CONTINUE !

... Pour les enfants, avec le Secours populaire français
Sur chaque bon de soutien, 5 euros seront reversés au Secours populaire français pour ses actions de solidarité envers les enfants défavorisés.

... Pour soutenir l'Humanité
Votre journal a besoin de moyens financiers pour donner dans ses titres une « autre » information chaque jour.

... Pour avoir accès à des archives inédites de la Fête
En lien avec la sortie du hors-série et sur la nouvelle plateforme interactive fete.humanite.fr



AVEC VOTRE BON DE SOUTIEN, VOUS RECEVREZ UN HORS-SÉRIE INÉDIT QUI RETRACE EN IMAGES L'HISTOIRE DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

L'achat du bon de soutien donne droit à un crédit d'impôt
En achetant votre bon de soutien, vous pourrez bénéficier d'une défiscalisation ou d'un crédit d'impôt à hauteur de 66 % de la valeur de votre don en libellant le chèque à « Fonds de dotation - l'Humanité en partage ».

NOTRE HUMANITÉ EST PLUS FORTE QUE TOUT !

RECEVEZ CHEZ VOUS VOS BONS DE SOUTIEN À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

Nom/Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. E-mail

Je souhaite recevoir ☐ bon(s) de soutien x 25 € = € (frais de port inclus)

En solidarité, je verse ☐ 50 €, ☐ 75 €, ☐ 100 €, ☐ Plus.

Veuillez bien remplir ce bon, toutes les informations sont nécessaires.

Nous mettrons à votre disposition début septembre un beau hors-série collector retraçant 90 années de la Fête de l'Humanité. Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Fonds de dotation - L'Humanité en partage ») à **L'Humanité - Service Diffusion - 3 rue du Pont-de-l'Arche 37550 Saint-Avertin**

5 €
SÉRONT REVERSÉS AU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS POUR SOUTENIR SES ACTIONS DE SOLIDARITÉ ENVERS LES ENFANTS

RETROUVEZ-NOUS SUR FÊTE.HUMANITE.FR

Votre don vous permet de bénéficier d'un crédit d'impôt ou d'une défiscalisation à hauteur de 66 % de sa valeur.

Capital/travail

GOUVERNEMENT PYROMANE

« S'en prendre aujourd'hui aux demandeurs d'emploi, c'est mettre de l'huile sur le feu. »

Laurent Berger (CFDT), à l'issue d'une concertation au ministère du Travail, ce mercredi, sur la réforme de l'assurance-chômage.

REVALORISATION INJUSTE

Des personnels de l'hôpital de Rennes se mettent en grève ce jeudi contre leur exclusion de l'augmentation de 183 euros négociée pendant le Ségur de la santé. Les soignants devraient percevoir la première moitié de la revalorisation ce mois-ci.

AToulouse, Rouen, Saint-Étienne, Lyon ou Paris, les tireuses ne serviront plus de bière pendant quelques semaines. Les bars de onze métropoles ont obligation depuis dimanche de fermer leurs portes à 22 heures, s'ils ne servent pas de nourriture. À Marseille, Aix-en-Provence et en Guadeloupe, tous les bars et restaurants ont dû complètement fermer leur rideau depuis dimanche soir. Des mesures décidées par le gouvernement le 23 septembre pour contenir l'épidémie, alors que le spectre d'une deuxième vague semble de plus en plus tangible. Mais, du côté des professionnels, les fermetures anticipées laissent un goût amer. Dimanche dernier, ils étaient quelques dizaines réunis à Paris devant l'hôtel des Invalides pour protester contre une décision unilatérale et trop sévère. À Marseille, un recours collectif en référé a été déposé devant le tribunal administratif pour obtenir l'annulation des mesures, avec le président LR de la région Paca, Renaud Muselier, en chef de file de la contestation. Il a été rejeté ce mercredi.

Les mesures d'aides proposées ne calment pas les frayeurs

Si les patrons ont fait entendre leur colère, le bât blesse aussi du côté des salariés. L'expérience du confinement n'est pas encore loin dans les esprits et la cicatrice des pertes de revenus n'est pas refermée. « Nous sortons d'une période de non-activité pendant laquelle les salariés ont été placés de manière assez brutale en chômage partiel. Même s'il a été garanti en partie par l'État, ça représente une chute de 16 % de leurs revenus. Ce n'est pas négligeable », indique Arnaud Chemain, secrétaire fédéral de la CGT commerces et services. Et les mesures d'aides proposées ne calment pas les frayeurs. Après avoir reçu, ce mardi, les représentants patronaux des restaurateurs, Bruno Le Maire a annoncé l'indemnisation du chômage partiel à hauteur de 100 % jusqu'à la fin de l'année pour le secteur. Le fonds de solidarité passera, quant à lui, de 1500 à 10 000 euros et les exonéra-



Pour l'ensemble du secteur, les fermetures anticipées imposées par le gouvernement laissent un goût amer. Lewis Joly/AP/Sipa

COVID-19

Les travailleurs ne veulent pas payer l'addition

Imposées pour contenir l'épidémie, les restrictions d'activité des bars et restaurants font craindre le pire. Dans un secteur à genoux, ils redoutent de perdre leur emploi.

DANS LES BARS, LES DIFFICILES GESTES BARRIÈRES

Dans les établissements autorisés à ouvrir, la protection des travailleurs interroge. Si un protocole sanitaire a été adopté à l'échelle de la branche, les syndicats n'ont pas été consultés, assure la CGT. « Quand on reçoit des clients alcoolisés, ça devient difficile de maintenir une distanciation », souligne Arnaud Chemain.

tions de cotisations sociales seront maintenues. « Nous n'allons pas dire que nous sortons totalement rassurés. Contrairement à d'autres secteurs, nous ne sommes pas dans la reprise. Nous sommes dans la survie. C'est un plan de survie ! » lance Didier Chenet, président du Groupement national des indépendants de l'hôtellerie et de la restauration.

« C'est une situation inédite dans la restauration »

Pour la CGT, dans le marasme ambiant, il est encore difficile de mesurer les conséquences réelles qu'auront à long terme ces mesures pour les salariés du secteur. Une chose est sûre, les mesures gouvernementales ne parviennent pas à dissiper les doutes. « Les travailleurs ont peur pour la pérennité de leur emploi, la crise a vraiment frappé de plein fouet le secteur. C'est une situation inédite dans la restauration, où on ne connaît pas le chômage habituellement. Il y a même généralement plus d'une centaine de milliers de postes à pourvoir », note Arnaud Chemain. Et pour cause, certains établissements, bars ou restaurants, n'ont pas rouvert depuis le déconfinement, face aux coûts que représentent la mise en conformité des établissements avec les normes sanitaires et le faible enthousiasme des clients. « On s'attend à des plans sociaux et à des licenciements », ajoute le syndicaliste. Selon l'Insee, l'hôtellerie et la restauration ont perdu plus de 110 000 emplois au deuxième trimestre 2020, par rapport au deuxième trimestre 2019. ●

MARIE TOULGOAT



« Il aura fallu traverser la douloureuse épreuve de la crise sanitaire pour qu'une évidence saute aux yeux : c'est le dévouement d'innombrables travailleuses et travailleurs qui a permis de faire front, bien loin des récits rances sur l'individualisme irrépressible ou l'inutilité sociale de ceux qui ne seraient rien », écrit Patrick Le Hyaric dans l'éditorial de ce numéro de Travailler au futur.

9,90 €

☐ Je commande un exemplaire de «Travailler au Futur N°3» au prix de 9,90€ + 2,50 € de frais de port

COORDONNÉES

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Email @

Tél.

☐ Je souhaite recevoir les offres de Travailler au Futur

☐ Je souhaite recevoir les offres des partenaires de Travailler au Futur

Bulletin à retourner à «Travailler au Futur», Service Diffusion, 3 rue du Pont de l'Arche, 37550 Saint-Avertin accompagné d'un chèque de 12,40 € à l'ordre de «SHN».

AGRESSION AU COUTEAU EN PLEINE CLASSE EN SEINE-SAINT-DENIS

Un lycéen de 16 ans a été blessé par un autre élève, ce mercredi, dans un établissement de Saint-Denis. L'auteur présumé des coups, un élève de 19 ans, a été interpellé au sein du lycée Paul-Éluard par la brigade anticriminalité et placé en garde à vue.

815

C'est, au niveau national, le nombre de nouveaux patients du Covid-19 admis dans les services de réanimation sur les sept derniers jours, dont 165 entre lundi et mardi. Une augmentation record, selon Santé publique France.

Société & Solidarités

LOGEMENT

Contre les sans-abri, un projet de loi de propriétaires

Dans un grand fouillis d'articles, le projet de loi Asap et ses amendements anti-squat font la guerre aux plus démunis au nom du droit de propriété, en niant la réalité sociale.

L'apparence fouillis du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (Asap), discuté cette semaine à l'Assemblée nationale, cache une multitude de régressions. Dans ce même débaras, on croise l'inscription au permis de conduire par Internet, l'élargissement du secret des affaires... et l'article 30 ter, qui s'attaque aux squatteurs. La droite et l'extrême-droite viennent d'y ajouter une cinquantaine d'amendements pour durcir la répression au nom du droit à la propriété.

Un processus d'expulsion étendu

« Le squat est une alternative à la rue légitime, alors que des millions de logements sont vacants et que la loi de réquisition reste inappliquée, explique l'Association droit au logement, qui prévoyait de veiller toute la soirée face à l'Assemblée nationale en guise de protestation. « Il y a 3,1 millions de logements vacants recensés par l'Insee en 2019, 250 000 sans-abri et notre pays compte 2 millions de demandeurs de HLM », rappelle l'association. Pour Jean-Baptiste Eyraud, son porte-parole, « l'adoption du texte en l'état signerait la fin des occupations de locaux vacants publics et privés pour les sans-abri, mais aussi des ZAD, lieux alternatifs, pépinières d'artistes »...

Le texte veut en effet étendre le processus d'expulsion par voie préfectorale aux résidences secondaires, mais aussi au « logement occasionnel », introduisant un nouveau terme dans la loi. « La notion de résidence occasionnelle n'a aucune définition juridique, pas même en matière fiscale, relèvent, inquiets, le Syndicat de la magistrature (SM) et le Syn-

dicat des avocats de France (SAF). Ce défaut de précision contient en germe un risque de contournement et de marginalisation du droit commun, ainsi que la multiplication de procédures d'expulsion sur ce fondement. » Ces mêmes syndicats dénoncent la volonté de déjudiciariser les expulsions en donnant tout pouvoir aux préfets et aux maires. Or, pour eux, une décision de justice permet « d'apprécier les intérêts en présence, le droit du propriétaire de jouir de son bien et le droit au logement de l'occupant, en veillant notamment au relogement des personnes expulsées ».

Qu'importe la situation des sans-logis, les amendements demandent pêle-mêle de considérer l'occupation comme un vol, de doubler les peines (jusqu'à trois ans de prison) et les amendes, mais aussi d'obtenir la comparution immédiate des occupants. Ou plus largement d'interdire à une commission de surendettement d'effacer les dettes locatives issues d'un bail HLM, voire d'introduire une clause contre le défaut de paiement dans tout contrat pour en permettre sa résiliation. Pour argumenter la nécessité de ce durcissement, qui en rajoutera à la spirale de la pauvreté, les parlementaires citent sans cesse quelques faits divers caricaturaux, largement relayés par la presse en septembre. Une campagne activement soutenue par des think tanks conservateurs comme l'Ifrap, ou des promoteurs immobiliers.

Oublié le zéro SDF de Macron

« Les squats d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec l'image des années 1980, avec toxomanes et punks à chiens ! s'indigne Juliette, membre du collectif Partout chez elles à Gradignan (Gironde). Nous occupons cet



Manifestation à côté de l'Assemblée nationale, à l'initiative du Droit au logement, contre l'amendement anti-squat. Pierrick Villette

ancien Ehpad avec des femmes seules et des familles. On a rénové les lieux, sécurisé l'électricité. La plupart des bâtiments squattés sont publics, nous pallions l'absence de logements sociaux en restant en lien avec d'autres associations comme Resf, Médecins du monde, des psychiatres mobiles... Nous avons ici des étudiantes précaires, des enfants, des personnes comme Lola, qui a perdu son appartement à la suite d'un incendie, à plus de 60 ans. » Issu d'un autre lieu à Bordeaux, Alexandre Mahfoudhi vient de trouver un poste au sein d'une association, après vingt années de squat et de rue. « J'ai dû revenir ici pour m'occuper de ma mère après un AVC. Mais après l'hôpital, la cohabitation n'a plus été possible. La ville est trop chère quand on touche le RSA. Dans le squat, j'ai appris à aider les autres, à me faire un réseau, et à créer mon propre boulot. Maintenant je vais pouvoir partir. »

À défaut d'obtenir « zéro SDF » fin 2017, Emmanuel Macron va permettre, grâce à cette loi, d'en remettre un peu plus à la rue. ●

KAREEN JANSELME

LA RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR

« Un habitat du commun, un enjeu mondial »



Julien Joulin/Hans Lucas

Carmen Castillo
Cinéaste franco-chilienne

« En 2014, mon film On est vivants mettait en lumière les actions du DAL pour le logement, la dignité. J'ai filmé leur

combat : il est très politique. J'ai vu des êtres se libérer, et construire du commun, une communauté des sans-communauté. Cette force, je l'ai vécue jeune auprès de mon père, l'architecte des sans-logis. Elle a tenu devant la dictature. Bâtir un habitat commun est un enjeu mondial ; c'est dessiner une société démocratique où l'égalité se vit au présent. » ●

INCITER À SQUATTER POURRA ÊTRE PUNI DE 15 000 À 45 000 EUROS D'AMENDE ET DE 1 À 3 ANS DE PRISON (AMENDEMENT 386).

**HISTOIRE****Cent ans de communisme en France**

A l'occasion du centenaire du PCF, de nombreux ouvrages paraissent. Cette diversité d'approche aborde ce temps long au travers de synthèses de chercheurs mais aussi d'approches plus personnelles ou militantes. En partenariat avec la Fondation Gabriel-Péri, trois rencontres ont rassemblé une quinzaine de participants à l'espace livres de la Fête de l'Humanité. L'une d'entre elles mettait en confrontation Serge Wolikow, historien et coauteur du *Parti rouge, une histoire du PCF 1920-2020* (Armand Colin), et membre du conseil scientifique de la Fondation Gabriel-Péri ; Anne Jollet, coordinatrice des *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique* ; Julian Mischi, historien et auteur du *Parti des communistes* (Hors d'atteinte) ; Gérard Streiff, auteur de *l'Abécédaire amoureux du communisme* (le Petit Pavé), et Roger Martelli, historien et auteur de *PCF, l'énigme française* (la Dispute).

Le PCF soufflera ses 100 bougies en décembre. Qu'est-ce qui vous a conduits à écrire et à travailler sur ce siècle d'histoire de France ?

SERGE WOLIKOW Avec Jean Vigreux et Roger Martelli, nous proposons un ouvrage de synthèse. Il nous semblait qu'un public large, de jeunes et de moins jeunes, avait droit à un ouvrage sur les cent ans de l'histoire du Parti communiste. Il en existe finalement un petit nombre et ils sont pour la plupart anciens, sinon vieilliss. Tous les trois, nous avons l'habitude de traiter ces sujets de façon approfondie dans différents lieux. Pour ma part, à la Fondation Gabriel-Péri et la Maison des sciences de l'homme de l'université de Bourgogne, j'ai beaucoup œuvré sur les archives du PCF et sur l'Internationale communiste. Roger Martelli a mené des études sur l'histoire électorale. Jean Vigreux a travaillé à la fois sur les premières années

En partenariat avec la Fondation Gabriel-Péri, une des trois rencontres consacrées à ce thème réunissait les historiens Serge Wolikow, Anne Jollet, Julian Mischi, Roger Martelli et l'écrivain Gérard Streiff, tous militants engagés et auteurs d'ouvrages et de travaux universitaires en référence au centenaire du PCF.

et sur la guerre froide. Sur la base de ces travaux, nous nous sentions autorisés à réaliser cette synthèse qui répond à une série de questions actuelles. Ainsi, le PCF doit-il être étudié dans ce temps long d'un siècle ? Qu'est-ce que cela apporte de connaître aujourd'hui cette histoire ? Qu'est-ce que la bolchévisation ? Quelle a été l'importance du Front populaire ? Est-ce une période de renoncement à la révolution ? Le combat de la Résistance à l'occupation nazie se met-il en place à partir d'un enjeu national et/ou international ? Quels enseignements tirer de la participation gouvernementale des années 1980 ? etc. Nous avons essayé à chaque fois de problématiser chacun des chapitres et de ne pas rentrer dans un simple récit chronologique, même si nous fournissons des éléments d'information chronologique. Nous avons aussi voulu aborder des grandes questions comme le rapport au peuple, au monde ouvrier et paysan. Le PCF s'inscrit-il dans l'histoire de la République ? Quelle République ? Une République sociale ? Le Parti a eu de la difficulté à formuler dès le départ cette référence à la République sociale, même s'il le fait à certaines périodes comme à la Libération. La naissance du Parti communiste au sein du mouvement ouvrier s'effectue de manière majoritaire. En même temps, il aura du mal à penser

les conditions de l'union, même si cela reste un enjeu beaucoup plus présent en France que dans d'autres pays. Le rapport au monde ouvrier et aux milieux populaires, la présence dans la lutte de classe et contre l'exploitation capitaliste posent à chaque période un débat concernant l'alliance à opérer et les objectifs assignés.

GÉRARD STREIFF D'abord, je veux me féliciter du nombre de livres et d'études qui sortent sur le communisme et sur l'histoire des communistes. Je trouve ça stimulant. Et j'appelle à multiplier ce type de rencontres, car il existe un réel intérêt à connaître notre histoire et à parler du communisme aujourd'hui. De mon côté, j'ai voulu apporter ma petite musique très personnelle. Pourquoi suis-je devenu communiste ? J'ai rejoint le PCF en 1968. Les questions internationales étaient très importantes pour moi, non pas vers l'Est mais plutôt vers le Sud, en particulier tout ce qui se passait au Vietnam et la solidarité avec le tiers-monde. À cette époque, il y avait alors une diversité d'offres avec plusieurs partis, les chinois, gauchistes, socialistes et... un seul Parti communiste. C'est peut-être la lecture de *l'Humanité* et d'un éditorial de René Andrieu qui m'ont poussé, ce jour de Mai 68, à adhérer. Et puis, je viens de Lorraine. J'ai donc vécu très jeune la condition ouvrière et j'ai ressenti l'injustice de classe. À travers *l'Abécédaire amoureux du communisme*, j'ai voulu expliquer tout cela à l'aide d'articles incisifs et vifs. Pourquoi est-ce que je reste communiste, cinquante ans après ? C'est sûrement parce que le défi de la justice sociale est toujours là : les riches sont maintenant cent mille fois plus riches qu'en 1968 ! Cette injustice m'est insupportable.

JULIAN MISCHI J'ai fait le même constat dont parle Serge Wolikow : il manquait un ouvrage de synthèse sur l'histoire du mouvement communiste. Dans *le Parti des communistes*, mon approche originale est de combiner l'histoire et la sociologie. Je mets l'accent sur les militants et sur un siècle d'engagement, en particulier celui des ouvriers et des femmes. Au début du XX^e siècle, le Parti communiste se singularise par le fait qu'il est un parti d'ouvriers, avec une élite ouvrière. C'est aussi le parti le plus féminin de France, que ce soit au niveau de ses effectifs, de ses élus et de sa direction. On peut parler d'une véritable rencontre des féministes avec le communisme radical des années 1920. Ensuite, un certain recul conservateur sur le plan de la morale a caché un engagement féminin pourtant très fort, notamment de militantes issues des classes populaires. En partant de l'engagement des communistes, je mets en évidence le caractère ambivalent qui structure l'organisation communiste. C'est à la fois un mouvement d'émancipation collective et individuelle, un outil de lutte contre l'exclusion politique des classes populaires et contre la domination patronale dans les entreprises. En même temps, c'est une institution faisant preuve de sectarisme qui a enfermé les militants dans un refus de divergences internes. Ces deux faces, positive et négative, ne suivent pas une simple lecture entre, d'un côté, une



Le samedi 12 septembre, à Paris, à la Bellevilloise lors de la Fête de l'Humanité 2020. Magali Bragard

Spécial Fête de l'Humanité Débats & Controverses



partie française liée au mouvement ouvrier et républicain du PCF et, de l'autre, une dimension internationale. C'est plus complexe. Le Parti intègre une politique républicaine familialiste et avance un discours d'aspect conservateur sur la grandeur de la France, sur la virilité française. Il est en recul par rapport aux combats féministes et aux luttes anticolonialistes. En cherchant une certaine respectabilité politique pour ses militants d'origine populaire, le Parti a été conduit à un certain conservatisme dans ses propres modalités. Ces logiques conservatrices sont aussi le fait qu'il a dû lutter contre des ennemis « nationaux » dans la vie politique française.

ANNE JOLLET En écoutant les précédentes interventions sur l'histoire du communisme en France à partir de grandes fresques, cela pose une question méthodologique. Ne risque-t-on pas de mettre dans une même enveloppe sous le nom de « PCF » des réalités sociales extrêmement différentes ? Au sein de la revue *Cahiers d'histoire*, nous avons fait le choix, dans la dernière période, de traiter plutôt l'histoire communiste à partir d'horizons courts et de la recontextualiser dans un horizon culturel, politique, social qui est celui d'un moment. Cela peut concerner une décennie. On va publier, par exemple, un numéro sur les années de création du Parti communiste en lien avec la part prise par les intellectuels et aussi l'incidence que cette création du nouveau parti aura sur les intellectuels. Nous allons travailler sur un dossier qui concerne la morale sexuelle et les communistes. Nous abordons ainsi un moment, ou un horizon court. En même temps, comme vient de le suggérer Julian Mischi, des moments sont contradictoires entre eux dans le rapport d'une institution, d'un pouvoir – ici, le Parti communiste – et des morales et pratiques sexuelles, la façon dont on envisage la famille, le mariage, les enfants, etc. En tant qu'universitaire et militante communiste, j'ai œuvré avec les *Cahiers* à la journée intitulée « Les communistes à l'épreuve du genre », qui se tiendra en novembre à Poitiers. Nous allons réfléchir à la place des femmes dans leur militantisme de communistes en s'inscrivant dans l'histoire du genre. J'évoquerai une problématique qui me tient énormément à cœur : les communistes sont-elles des femmes comme les autres ? On pose ainsi la question de la norme sociale, y compris à l'extérieur du Parti. Les femmes communistes des années 1960 ont-elles plus à voir avec les femmes de leur génération, ou alors avec les révolutionnaires des années 1920 ? Les femmes ont toujours été très nombreuses et très actives au sein du PCF, mais elles n'ont pas trouvé une place égalitaire au sein des directions. Le Parti a reproduit des effets de l'assimilation de genre. C'est aussi le cas en matière d'histoire communiste, où le travail des historiennes est encore rarement présent. Cette entrée sur l'histoire des femmes permet en tout cas d'entrer dans ce débat historique sur le communisme.

ROGER MARTELLI Il faut profiter de ce centième anniversaire pour réfléchir sur le phénomène communiste et sur l'histoire du communisme en France. Cela n'intéresse pas seulement les communistes. Parler de l'histoire du PCF, c'est en fait parler de l'histoire de la politisation populaire, de celle du mouvement ouvrier, à la fois de l'associatif, du syndical et du partisan. C'est réfléchir à l'histoire d'une tradition politique, celle plus générale de la gauche, et plus précisément de cette originalité française : la tradition plébéienne et révolutionnaire.

LE CONGRÈS DE TOURS S'EXPOSE CE SOIR

L'exposition « Aux alentours du congrès de Tours 1914-1924 », présentée par le musée de l'Histoire vivante de Montreuil (Seine-Saint-Denis) jusqu'au 31 janvier 2021, sera inaugurée ce jeudi 1^{er} octobre à 19 heures, parc Montreau, au 31, boulevard Théophile-Sueur, à Montreuil. Renseignements au 01 48 54 32 44.



Magali Bragard

« La lutte de classe pose à chaque période un débat concernant l'alliance à opérer... »

SERGE WOLIKOW



Magali Bragard

« Le défi de la justice sociale est toujours là : les riches sont cent mille fois plus riches qu'en 1968 ! »

GÉRARD STREIFF

Née en 1789, elle marque l'histoire de manière profonde, l'histoire nationale française. Réfléchir, c'est aussi ne pas cacher les désaccords possibles. Julian Mischi avance l'idée que le Parti communiste exprime d'abord une originalité prolétarienne, révolutionnaire et radicale, remise en question à partir des années 1930 par un processus d'institutionnalisation. J'entends une part de sa lecture critique. En revanche, je n'ai pas le même regard sur le tournant, au milieu des années 1930, du Front populaire. Quand j'ai commencé à travailler sur l'histoire du Parti, j'ai été marqué par ma propre expérience. Je suis communiste, même si je ne suis plus au Parti communiste. Lors de mon adhésion, en 1969, le PCF était le principal parti reconnu dans le monde ouvrier et il était le premier parti de gauche. Par la suite, il a décliné jusqu'à occuper aujourd'hui une place réelle, mais relativement marginale. Ma préoccupation a été de comprendre cela. C'est ce que j'appelle une double énigme. Le fait que le Parti communiste ait tenu une place prépondérante est une originalité française qui n'était pas écrite à l'avance. Certes, en décembre 1920, une majorité de socialistes a choisi l'Internationale communiste. Mais, trois ans après, le Parti socialiste avait repris la place hégémonique. La caractéristique des années 1930, c'est justement que le PCF a réussi à surmonter cette fatalité européenne de la marginalisation des communistes. C'est une énigme. Cela signifie aussi qu'il faut maintenant travailler sur ce qui mène à la marginalisation. Et, là encore, il n'y avait aucune fatalité à ce que le Parti communiste se trouve dépassé par le PS, l'extrême gauche, la France insoumise... Ce qui a fait la force du PCF est qu'il a été utile. D'abord, il a su représenter un groupe social et a contribué à la politisation de ce groupe social. Il a aussi été utile parce qu'il a incarné une espérance sociale. Les sans-culottes l'appelaient « l'égalité sainte », le mouvement ouvrier la nommait la République sociale. Son utilité est enfin qu'il a raccordé la dynamique sociale et la dynamique politique de la gauche républicaine de tradition révolutionnaire. C'est la jonction de ces trois utilités (sociale, utopique ou prospective et politique) qui a fait cette force. C'est en cela que réfléchir sur l'histoire du Parti communiste est important, même quand on n'est pas communiste. Le PCF, qui a profondément marqué culturellement, structurellement et symboliquement l'histoire française, est aujourd'hui marginalisé. De ce fait, la politisation populaire est en panne, le mouvement ouvrier vit une situation difficile et la gauche n'est pas seulement désunie, elle est affaiblie. Comment combler ce vide ? Est-ce que ce sera par la relance et la conservation du Parti communiste ou par autre chose ? L'histoire ne le dit pas, c'est une affaire civique. En revanche, ré-



Magali Bragard

« Les femmes ont toujours été très nombreuses et très actives au sein du PCF. »

ANNE JOLLET



Bruno Arbesu

« C'est l'histoire de la politisation populaire, celle du mouvement ouvrier. »

ROGER MARTELLI



Magali Bragard

« Les deux faces, positive et négative, suivent une lecture plus complexe. »

JULIAN MISCHI

fléchir sur l'histoire est fondamental si l'on veut penser la politisation populaire, un mouvement social et une construction politique adaptée.

Êtes-vous d'accord avec cette analyse ?

GÉRARD STREIFF Je suis d'accord avec Roger Martelli concernant le début de son intervention, mais pas sur la seconde partie. Il faut en effet remonter l'histoire communiste à 1789, aux luttes populaires du XIX^e siècle, à la Commune de Paris, etc. Si la création du Parti communiste s'est faite en référence à Moscou, il existe une tradition communiste qui vient de beaucoup plus loin. Mais c'est plus compliqué. La dimension internationale compte. L'effondrement des « pays de l'Est » explique en partie « l'énigme » et ce qui a causé l'affaiblissement de l'attirance communiste en France. Une deuxième raison me semble liée au déferlement, au milieu des années 1970, de la formidable vague libérale dont nous ne sommes pas sortis.

SERGE WOLIKOW Oui en effet, c'est un peu plus compliqué. Concernant les difficultés du PCF depuis une quarantaine d'années, il existe des causes externes et peut-être aussi des causes internes.

JULIAN MISCHI Les leçons à tirer de l'histoire du Parti communiste sont très actuelles, que ce soit sur la représentation politique des classes populaires, sur la solidarité internationale, sur l'articulation du combat social, syndical et politique. Les débats qui traversent cette histoire sont ceux qui traversent la gauche radicale aujourd'hui. ●

TABLE RONDE ANIMÉE ET RETRANSCRITE PAR PIERRE CHAILLAN

DEMAIN VENDREDI 2 OCTOBRE

L'Humanité des débats

CAHIER SPÉCIAL 75 ANS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

DIVERSITÉ

La télévision n'est toujours pas le reflet de la société

Le CSA pointe le déséquilibre hommes/femmes et le manque de personnes « non blanches » à l'écran.

Le petit écran est une (étroite) fenêtre sur le monde. Mais est-il un miroir de la société ? Loin s'en faut, pointe une fois de plus le baromètre annuel de la diversité du CSA (1). Les lignes bougent, mais à petits pas, avec des reculs et quelques points aveugles.

C'est la couleur de peau dont la représentativité bouge le plus. Seulement 15 % des personnes entrevues à la télévision sont perçues comme « non blanches », contre 17 % en 2018. Ces profils sont plus présents dans le sport (17 %, contre 11 % en 2018) et la fiction (17 %, mais en baisse de trois points par rapport à 2018). En revanche, les personnes « non blanches » obtiennent davantage de rôles de premier plan et de rôles décrits comme « positifs » (+ 3 %). Elles sont aussi 40 % à être perçues « en situation de précarité ». Concernant l'équilibre hommes/femmes, il stagne : 39 % des personnes vues à la télévision sont des femmes, quand elles représentent 52 % de la population. Le baromètre décrit aussi une sta-

gnation, à 0,7 % de la représentation des situations de handicap.

La petite nouveauté de cette observation, c'est la prise en compte du lieu géographique d'où s'expriment les intervenants, tous genres confondus, à la télévision : ils sont majoritairement urbains (52 %, contre 32 % dans la réalité), en centre-ville, avec une sous-représentation des banlieues (7 % pour 27 % de la population) et des cadres (73 % à la télévision, contre 28 % de la population réelle). Les images que nous renvoie la télévision forgent nos imaginaires, a souligné la ministre de la Culture Roselyne Bachelot. Il est peut-être temps de mettre un grand coup de pied à ces représentations erronées. ■

CAROLINE CONSTANT

(1) Réalisé en deux temps, du 11 au 17 mars, puis du 9 au 15 septembre, sur 17 chaînes de la TNT gratuite et Canal Plus, de 17 heures à 23 heures, et en prenant en compte les programmes d'information diffusés à la mi-journée.

FÉMINISME

Ce que révèle le débat sur le « crop top »

Dans la foulée du mouvement du #14Septembre, un sondage a soumis les tenues des lycéennes à l'approbation – ou non – des Français...

Cachez ce nombril que je ne saurais voir ! Symbolisés par le crop top, ce haut qui laisse effectivement voir le nombril, le mouvement du #14Septembre et ses suites n'en finissent plus de faire des vagues, certaines agitant des eaux bien saumâtres. Rappelons que tout est parti de la dénonciation, par des lycéennes, des remontrances – voire des sanctions – dont elles faisaient l'objet pour avoir arboré des tenues légères. « Légères » au sens premier : adaptées aux chaleurs intenses qui régnaient sur la France en septembre.

Depuis, c'est la torrade. Interrogé, le ministre Jean-Michel Blanquer a fait rire toute la planète en prônant le port d'une improbable « tenue républicaine ». Puis le polémiste Alain Finkielkraut confessait sur LCI que croiser dans la rue des jeunes filles en crop top le « déconcentre », réinterprétant à sa manière la thèse de l'irrépressible libido masculine dictant la conduite des femmes. Le sommet (?) en la matière a été atteint par l'Ifop. L'institut de sondage a lancé de sa propre initiative une enquête, finalement publiée par *Marianne*, pour demander aux Français : « Qu'est-ce qu'une tenue correcte pour les filles au lycée ? » À grand renfort de légendes précises et de dessins explicites, il est entre autres demandé aux sondés si le « no bra »,

défini comme « un haut sans soutien-gorge au travers duquel la pointe des tétons est visible », doit être autorisé dans l'enceinte des lycées publics. Et toute la garde-robe (minijupe, short, crop top...) est ainsi passée en revue. Comme si la tenue vestimentaire des uns – mais surtout des unes – ou des autres devait être soumise au suffrage universel.

L'affaire a pris une tournure plus grave le 28 septembre à Vizille (Isère), quand les élèves du lycée des Portes-de-l'Oisans ont décidé de manifester « pour la liberté vestimentaire ».

Ce même jour, l'une des organisatrices a fait l'objet d'un courriel à la fois injurieux et menaçant (« Elle ne manque pas d'air, la merdeuse. Je n'ose te dire ce que je lui souhaite », signé « Michel Fourniret »), envoyé entre autres au proviseur du lycée par un auteur dont l'identité n'a pas été révélée, mais qui serait lui-même... un proviseur honoraire. Tout cela confirme que le corps des femmes demeure aujourd'hui encore réduit à sa dimension sexuelle, au nom d'une « décence » qui n'est qu'un faux nez de la domination patriarcale, dans un débat où la voix des femmes – et singulièrement celle des lycéennes – a encore et toujours du mal à se faire entendre et respecter. ■

OLIVIER CHARTRAIN

63 %
DES FEMMES
DE 18 À 30 ANS
SOUTIENNENT
LE MOUVEMENT
#14 SEPTEMBRE, SELON
UN SONDAGE
OPINIONWAY/20
MINUTES.

UN HORS-SÉRIE EXCEPTIONNEL DE 124 PAGES

ELSA TRIOLET, 1896-1970

À la découverte d'une célèbre inconnue.

Elle fut renvoyée au rang de muse de son époux Louis Aragon. Mais qui fut l'écrivaine Elsa Triolet, née en Russie, première femme à obtenir le prix Goncourt ? Qui fut la Résistante, qui fut cette grande intellectuelle de l'après-guerre ? Cinquante ans après sa mort, l'Humanité lui rend hommage.

8,90€

« POURQUOI J'ÉCRIS » : UN TEXTE INÉDIT DE 1959

JE SOUHAITE RECEVOIR LE HORS-SÉRIE ELSA TRIOLET À 8,90 EUROS + 2 EUROS DE FRAIS DE PORT*, SOIT : 10,90 € X EXEMPLAIRE(S) = EUROS

PRÉNOM NOM

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

TÉLÉPHONE E-MAIL

RENVOYER IMPÉRATIVEMENT CE BULLETIN ACCOMPAGNÉ DU RÈGLEMENT (CHÈQUE À L'ORDRE DE L'HUMANITÉ) À : L'HUMANITÉ/SERVICE DIFFUSION MILITANTE, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN. TÉLÉPHONE : 01 55 84 40 30.

l'Humanité

ÉGALEMENT CHEZ VOS MARCHANDS DE JOURNAUX ET SUR HUMANITE.FR

*valable uniquement pour la France métropolitaine.

LA RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR

« Ce cri de fierté »



Julien Jaulin/Hans Lucas

Carmen Castillo
Cinéaste franco-chilienne

« Comment ne pas évoquer les mouvements lycéens de 2006 et 2011 au Chili ? Les jeunes filles occupaient leur établissement pour la gratuité de l'enseignement mais également au nom de la liberté de se vêtir, de se mouvoir, de se retrouver et de bouger dans la société. Elles ont donné sa poésie au soulèvement du

18 octobre 2019. Elles ont contribué à façonner les consciences en refusant d'être soumises aux règles patriarcales. Il y a une cristallisation des luttes qui naissent, parfois, de l'insoumission, de la désobéissance.

Ce cri de la jeune génération entraîne jusque la vieille femme indigne que je suis vers une fierté, une fierté de nos pensées, de nos manières d'être. » ■

QUAND L'AUTO DÉPÈCE LES FORÊTS

Des forêts du Paraguay ont été illégalement rasées pour faire place à des élevages alimentant en cuir BMW ou encore Jaguar, dénonce l'ONG britannique Earthsight dans un rapport paru hier.

100

C'est, en euros, le relèvement du forfait mobilité, qui passe de 400 à 500 euros. « On avance ! » assure Jean Castex, qui recevait mercredi des membres de la Convention citoyenne pour leur donner des gages de bonne volonté.

Une planète et des hommes

Lil défendait la démocratie et s'opposait à un projet de barrage hydroélectrique qui allait priver les habitants de leurs ressources vitales. José Antonio Teruel, défenseur de l'environnement et des droits humains connu au Honduras, a été assassiné, dimanche, à son domicile, en même temps que sa femme et que son beau-frère.

Ancien enseignant, membre de l'Alliance hondurienne pour la défense et le développement des forêts, José Antonio Teruel avait 72 ans. Ce 27 septembre, vers 18 h 30, deux hommes armés ont fait irruption dans la maison des Teruel à San Fernando, dans l'est du pays. Ils ont abattu à bout portant José Antonio, son épouse Francisca Aracely Zelaya et son beau-frère Marco Tulio Zavala, rapporte le bureau local du Haut-Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme.

Selon la police, ce triple assassinat relèverait d'un règlement de comptes personnel. Difficilement crédible. Au cours de la dernière décennie, plus de 130 militants écologistes ont été tués dans ce pays d'Amérique centrale. Cela en fait l'un des plus dangereux pour les défenseurs de l'environnement, selon l'ONG Global Witness. Dans un classement établi par l'ONG dans son rapport du 29 juillet dernier, en 2019, le Honduras se trouve au premier rang des pays qui comptent le plus grand nombre d'assassinats par nombre d'habitants. De 4 en 2018, leur nombre est passé à 14 en 2019.

Un engagement en faveur de la démocratie et de la biodiversité

Les défenseurs des droits environnementaux ne sont pas les seules victimes. Le même jour que José Antonio, Luis Almenares, 35 ans, journaliste indépendant, a été tué par balles à Comayaga, au nord de la capitale Tegucigalpa. Lui aussi avait reçu plusieurs menaces de mort. Il avait déposé de nombreuses plaintes, demeurées sans suite. Ce meurtre porte à 85 le nombre de journalistes et apparentés assassinés depuis 2001 au Honduras.

José Teruel, pour sa part, était connu pour son engagement en faveur de la démocratie et de la protection de la biodiversité. L'ancien enseignant s'était particulièrement mobilisé contre la corruption, qui permet à des grands groupes, avec l'aval du pouvoir, de développer des activités néfastes à l'environnement, menaçant les moyens de subsistance des populations.

Il avait, selon le bureau de l'ONU pour les droits de l'homme, coordonné en 2017 l'action de Caritas Honduras, chargée de veiller au respect du processus démocratique lors de la campagne pour l'élection présidentielle. Une campagne marquée par de fortes tensions et des violences qui avaient conduit le gouvernement à décréter l'état d'urgence.

Plus récemment, le militant avait participé aux négociations en cours entre le comité d'habitants de Patuca et les représentants de la compagnie électrique du Honduras, l'Enee. Un conflit oppose depuis des années les habitants et la compagnie autour du



L'ancien enseignant s'était opposé au projet de barrage électrique « le Patuca III », près de Piedras Amarillas, qui allait priver les habitants de leurs ressources vitales. Orlando Sierra/AFP

HONDURAS

José Antonio Teruel mort pour la planète

Dans l'un des pays les plus assassins, les décès pour la défense de l'environnement et des droits humains ne cessent de se multiplier. Le militant a été abattu à son domicile.

projet de barrage électrique « le Patuca III ». Selon la presse locale, depuis le 8 septembre, les habitants organisent des opérations de blocage du site pour obtenir des garanties, notamment en matière d'accès à l'eau.

Les conflits autour des projets de barrage électrique ont fait de nombreuses victimes au Honduras. Le 28 août 2019, le militant Antonio Argueta, 45 ans, avait été tué dans la région d'Aguan, au nord-ouest de la capitale. Il se battait contre la construction d'un barrage hydroélectrique sur la rivière Guapinol. C'est aussi parce qu'elle s'opposait à un projet de barrage, celui d'Agua Zarca, sur la rivière Gualcarque, dans le Nord-Ouest, que la célèbre militante Berta Caceres avait été assassinée en mars 2016.

Les organisations de défense des droits humains ont à plusieurs reprises tiré la sonnette d'alarme au sujet des violations

des droits causées par la réalisation de barrages hydroélectriques sur des aires protégées au Honduras. Dans un rapport de mai 2017 consacré aux « aires protégées et sources d'eau menacées par les licences hydroélectriques au Honduras », la Fédération internationale des droits de l'homme dénonçait les dommages irréversibles que peuvent générer de tels projets sur les écosystèmes et sur les ressources naturelles vitales pour les populations. « Sous prétexte de sortie des énergies fossiles, on y construit des barrages hydroélectriques ne respectant ni l'environnement, ni les droits des populations », indique le rapport de la Fidh. « Tout est fait pour rendre ces projets rentables et attractifs pour les investisseurs privés et étrangers ». Y compris éliminer ceux qui s'y opposent. ●

LATIFA MADANI

LA RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR**« Un fascisme économique »**

Julien Iaulin/Hans Lucas

Carmen Castillo
Cinéaste franco-chilienne
« Les militants environnementalistes sont en première ligne contre le "fascisme

économique" qui domine le monde. On les tue pour ça, comme Berta Caceres, au Honduras. La visée d'un monde commun – que j'appelle l'écocommunisme – dérange. Elle se dresse contre les fondements d'un système capitaliste extractiviste. » ●

Le monde en mouvement

DIESELGATE : UN PDG DANS LE BOX

Cinq ans après l'éclatement du scandale de ces logiciels bidouillant les émissions de CO₂ des véhicules Volkswagen, l'ex-PDG de la filiale haut de gamme du groupe, Audi, comparait depuis hier devant un tribunal à Munich.

4 milliards

C'est, en dollars, la hauteur des sanctions que l'OMC s'apprêterait à infliger mi-octobre aux États-Unis pour leurs aides publiques à Boeing.

ÉTATS-UNIS

Donald Trump achève sa mue suprémaciste en direct

En refusant de condamner, lors du premier débat présidentiel, les Proud Boys, un groupe extrémiste, le milliardaire est définitivement devenu le héros du nationalisme blanc.

« **R**eculez et attendez. » Il y eut froufrou de mots, d'injures et d'accusations, dans la nuit de mercredi à jeudi à Cleveland, mais il faudra retenir de ces 90 minutes de pugilat sans substance ces deux mots : « Reculez et attendez. » Alors que le modérateur, Chris Wallace, lui demande s'il est prêt à condamner les violences des groupes suprémacistes blancs, Donald Trump répond d'abord : « Oui, mais je dirais que presque tout ce que j'ai vu vient de la gauche, pas de la droite. » Puis, pressé par ce même journaliste de Fox News (« allez-y, dites-le »), la chaîne favorite des conser-

vateurs, le président sortant semble décontenancé, avant de presque bafouiller : « Qui voulez-vous que je dénonce ? Donnez-moi un nom. » « Les Proud Boys », suggère Chris Wallace. Et là, Trump : « Proud Boys. Reculez et attendez. » Attendez quoi ? L'ordre du chef ? Comme l'a commenté le député démocrate pro-Sanders, Ro Khanna : « Le problème n'est pas que Trump ait refusé de condamner la suprématie blanche. C'est bien pire. C'est qu'il a reconnu qu'il était leur leader en leur disant : "Attendez". » À l'autre bout de l'échiquier, la réaction de Rick Santorum, candidat évangélique à la primaire républicaine de 2012, confirme d'une certaine façon cette analyse : il a critiqué le journaliste « qui a demandé au président

de faire quelque chose qu'il sait que le président n'aime pas faire : dire du mal des gens qui le soutiennent ».

Le racisme est constitutif de la politique du président

Le groupe en question rassemble des « suprémacistes purs et durs », selon l'Anti-Defamation League, et revendique la violence comme moyen d'action politique. Le week-end dernier, ils ont débarqué à Portland, avec armes et gaz lacrymogènes, pour en découdre avec les manifestants antiracistes. Quelques minutes après la phrase de Donald Trump, des membres des Proud Boys l'ont qualifiée d'« historique » sur des réseaux sociaux privés (ils ont été bannis de Twitter et de Facebook). Dans un autre message,

un membre assure qu'un bond de « nouvelles recrues » va survenir.

D'une certaine façon, Donald Trump a achevé sa mue suprémaciste en direct. On ne sait s'il faut parler de dérive, tant le racisme est constitutif de sa proposition politique. Dès 2011, il s'est taillé une réputation parmi les républicains les plus à droite en épousant les thèses conspirationnistes des « birthers », affirmant que l'acte de naissance de Barack Obama était un faux et qu'il n'aurait donc pas pu se présenter à l'élection présidentielle. Lorsqu'il se déclare candidat à la primaire républicaine, en juin 2015, le milliardaire mobilise la rhétorique de l'extrême droite contre l'immigration latino (« Ils amènent des drogues. Ils amènent la criminalité. Ce sont des violeurs. »), et promet de construire un mur le long de la frontière avec le Mexique. « Donald Trump est la dernière chance pour l'Amérique blanche de rester à la Maison-Blanche », analysait alors John Mason, professeur de sciences politiques à l'université William-Paterson.

LE VOTE ANTICIPÉ A COMMENCÉ

Dans un peu plus d'une dizaine d'États, les bureaux de vote sont ouverts. Près de 1,5 million de citoyens ont déjà rempli leur bulletin, contre 9 000 à la même époque en 2016, signe de l'immense intérêt porté à ce scrutin qui pourrait battre des records de participation. Selon les premières données, les démocrates sont plus mobilisés en ces premiers jours de vote.

Le parti de Lincoln transformé en mouvement néoconfédéré

Au cours de l'histoire américaine, chaque grand moment d'immigration a produit son mouvement politique anti-immigrés inspiré d'une idéologie baptisée, outre-Atlantique, « nativisme » : anti-Irlandais dans les années 1850, anti-Chinois vers 1880, anti-Européens (les ouvriers italiens, allemands et russes ont participé activement au développement des syndicats et partis progressistes) après la Première Guerre mondiale et anti-Latinos depuis deux décennies. Le trumpisme combine ce ressort avec un élément fondamental du Parti républicain depuis un demi-siècle : la prise en charge des ressentiments blancs à l'égard des Noirs. Intervenue après la signature de la loi sur les droits civiques, cette « stratégie sudiste » a transformé le parti de Lincoln en mouvement néoconfédéré. Au carrefour de ces deux courants, Donald Trump est devenu, en 2016, « le premier président blanc », selon la formule de l'écrivain et journaliste Ta-Nehisi Coates. Joe Biden entend transformer le scrutin du 3 novembre en référendum sur Trump : ce sera assurément une consultation sur le nationalisme blanc. ●

CHRISTOPHE DEROUAIX



Ici interpellé par le journaliste de Fox News Chris Wallace, le candidat républicain a transformé sa rencontre avec Joe Biden en pugilat. Olivier Douliery/various sources/AFP

SEULEMENT 3 % DES ÉLECTEURS ATTENDAIENT CE DÉBAT POUR DÉTERMINER LEUR VOTE, SOIT UN IMPACT ÉLECTORAL QUASIMENT NUL.

Le monde en mouvement

HAUT-KARABAKH

La Turquie envoie des supplétifs syriens

Le recrutement aurait commencé à Afrin et à Idleb, il y a un mois pour affronter l'Arménie. Une répétition du scénario libyen.

L'Azerbaïdjan affirme que son déploiement militaire et ses attaques contre le Haut-Karabakh et l'Arménie depuis dimanche ne sont rien d'autre qu'une « contre-offensive ». Laissant ainsi entendre qu'il n'est pas l'agresseur mais l'agressé. Pourtant, de nombreux éléments tendent à réfuter cet argument. Il suffit pour cela de se tourner vers son principal allié, la Turquie, avec laquelle il entretient de solides liens, culturels, économiques et militaires. Ankara fournit à Bakou notamment des drones particulièrement efficaces et meurtriers.

Des rebelles turkmènes au service d'Ankara

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, l'a déclaré dès dimanche, sur Twitter : « *Le peuple turc se tient aux côtés de ses frères azéris avec tous nos moyens, comme toujours.* » Il s'en est également pris à la « communauté internationale » qui, selon lui, « n'a pas eu la réaction nécessaire et suffisante face à l'attaque provocatrice de l'Arménie » et aurait « démontré une fois de plus sa politique de double standard », tout en dénonçant la « négligence » dont seraient coupables la France, la Russie et les États-Unis, qui coprésident le groupe de Minsk, créé en 1992 par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE, devenue OSCE), chargé des négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et dont fait partie la Turquie. Pourtant, l'armée turque aurait commencé à recruter des sup-



Depuis le 27 septembre, le Haut-Karabakh est le théâtre de combats intenses entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Azerbaijani Defence Ministry/AFP

plétifs dans les zones qu'elle contrôle en territoire syrien, comme elle l'a fait pour envoyer des combattants en Libye. Le quotidien britannique *The Guardian*, dans son édition de lundi, évoque ainsi deux frères syriens qui auraient été contactés par un commandant de la division Sultan Mourad (groupe de rebelles turkmènes soutenu et financé par la Turquie) basée à Afrin dont les exactions contre les populations kurdes sont dénoncées par les organisations de défense des droits de l'homme. Les deux hommes se seraient vu proposer de travailler au gardiennage d'installations pétrolières et gazières en Azerbaïdjan. Des contrats de six mois qui leur permettraient de percevoir entre 7 000 et 10 000 livres turques, soit de 700 à 1 000 euros. Des sommes énormes par

rapport à ce qu'ils gagnent chez eux. Le journal britannique s'est par ailleurs entretenu avec trois autres hommes en provenance d'Idleb, la dernière province contrôlée par les islamistes en Syrie. Ils se sont inscrits auprès d'une milice locale pour travailler avec une société privée turque qui intervient à l'étranger. « *Ils s'attendent à traverser la frontière pour la Turquie avant d'être transportés par avion en Azerbaïdjan* », écrit le quotidien, pour lequel « *l'arrivée de combattants étrangers injecterait une nouvelle couche de complexité dans la bataille entre Erevan et Bakou sur la région contestée du Haut-Karabakh* ».

Une alliance informelle contre l'Iran

Cet envoi de supplétifs peut paraître surprenant au vu de l'arsenal militaire azéri. Bakou, reçoit des armes de la Russie (Moscou fournit aussi l'Arménie mais veut éviter que l'Azerbaïdjan ne tombe dans l'escarcelle de l'Otan) ainsi que d'Israël dans le cadre d'une alliance informelle contre l'Iran. L'Azerbaïdjan, qui ne reconnaît pas le génocide perpétré par la Turquie contre les Arméniens, est donc particulièrement choyé par Ankara, qui voit là un moyen de se déployer aux frontières orientales de l'Arménie. Ce faisant, la Turquie se trouve une fois de plus face à la Russie, comme c'est déjà le cas en Syrie et en Libye. Une confrontation relativement froide pour le moment mais le risque d'escalade met en danger l'ensemble du Caucase. ●

PIERRE BARBANCEY

BELGIQUE

La gauche, la droite et les écolos s'allient

Après seize mois de crise, la nouvelle coalition écarte les flamingants du pouvoir.

Depuis mai 2019, soit 493 jours après les dernières élections législatives, sept partis politiques belges ont, au bout d'une dizaine de tentatives infructueuses, réussi à s'entendre sur un programme d'une coalition baptisée « Vivaldi », en référence à ses fameuses *Quatre Saisons* : elle rassemblera les socialistes (PS francophone et SPA flamand), les libéraux (MR francophone et Open VLD flamand), les écologistes du Nord et du Sud et le parti chrétien-démocrate néerlandophone (CD&V). Après la validation attendue hier soir dans chacune des formations, les nouveaux ministres doivent prêter serment devant le roi ce jeudi matin.

Le PTB dénonce le « gouvernement des promesses trahies »

Selon une boutade du dirigeant socialiste wallon Paul Magnette, le nom du premier ministre a été « *tiré à pile ou face* » entre Alexander De Croo et lui-même, et c'est le libéral flamand qui a gagné. Ce pas de côté du leader du PS, qui compte le plus grand nombre de députés dans le nouvel attelage majoritaire, sert, sans doute, d'abord à éviter d'agiter un chiffon rouge sous le nez des nationalistes flamands (N-VA et Vlaams Belang), largement hégémoniques au nord du pays. Tête brûlée de la N-VA, l'ex-ministre de droite extrême Theo Francken dénonce d'ailleurs un gouvernement « *sans légitimité démocratique* » côté flamand et, posant poing serré devant un drapeau nationaliste, promet de le combattre « *sur terre, en mer et dans les airs* ».

Le programme du gouvernement De Croo donne du grain à moudre à chacune de ses composantes : une augmentation des dépenses de santé et une pension minimale, en principe, à 1 500 euros pour les socialistes, un renforcement de la police et aucune remise en cause des mesures précédentes (dégressivité du chômage, retraite à 67 ans, etc.) pour la droite, une sortie du nucléaire à l'horizon 2025 pour les écologistes, mais avec prolongation de quelques réacteurs au-delà, un report de toute avancée en matière de droit à l'avortement pour les chrétiens-démocrates, etc. Pour Raoul Hedebouw, porte-parole du Parti du travail de Belgique (PTB), ce sera le « *gouvernement des promesses trahies* ». Le député de la gauche radicale belge pointe l'absence d'un retour à la retraite à 65 ans, l'absence d'un impôt sur la fortune, le refus d'une baisse de la TVA sur l'énergie et le maintien du blocage des salaires. « *Je promets une chose, une forte opposition de gauche* », lance-t-il sur les réseaux sociaux. ●

THOMAS LEMAHIEU

LA RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR

« Libérez Nûdem Durak »



Carmen Castillo

Cinéaste franco-chilienne

« *Nûdem est une chanteuse locale, populaire à Cizre, Sirnak, Mardin et Amed* », quatre villes du sud-est de la Turquie, autrement dit du Kurdistan Nord, raconte la sœur de la détenue. En prison depuis 2015, elle est condamnée à y rester jusqu'en 2034. Son crime ? Chanter la lutte d'émancipation du peuple kurde.

Depuis le printemps dernier, une mobilisation, partie de la France, que je marraine aspire à faire entendre sa voix. Angela Davis, Noam Chomsky et Ken Loach l'appuient. Une mobilisation internationaliste m'a libérée d'un régime despotique. Portons la lutte de Nûdem et de tous les prisonniers politiques. » ●

Le rendez-vous des livres

MAURICIO ELECTORAT P. 19
Petits Cimetières sous la lune

DANIEL MENDELSON P. 20
Trois Anneaux

CHRISTINE JORDIS P. 20
Prudence et passion

SPÉCIAL LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

«Étendre le champ de la fiction autour des femmes noires»

De la romancière anglo-nigériane Bernardine Evaristo sort en France *Fille, femme, autre*, une œuvre habitée par douze figures féminines singulières, en proie à leur condition. Entretien.

Militante, activiste et dramaturge, Bernardine Evaristo a co-fondé le Théâtre des Femmes-Noires en 1982 et créé le prix international de poésie africaine. Elle a partagé le prestigieux Man Booker Prize avec la Canadienne Margaret Atwood pour ce huitième roman choral qui brasse les vies de douze femmes, âgées de 19 à 93 ans, toutes étant noires, et l'une, trans. Bernardine Evaristo est la première femme noire lauréate d'un tel prix.

Ce qui frappe d'emblée à la lecture de *Fille, femme, autre*, c'est l'ampleur de la distribution. Tant de personnages, et si divers, ce n'est pas commun dans la littérature actuelle. Pensez-vous, dès le début, à une telle richesse, ou bien est-ce venu en route ?

BERNARDINE EVARISTO À l'origine, j'avais pour projet d'écrire un roman avec 1000 personnages, parce que j'étais très frustrée par l'absence de femmes noires anglaises dans la fiction. Bien sûr, c'était une idée stupide, et j'ai réduit ce nombre à 100, ce qui était beaucoup plus pragmatique, mais, en fin de compte, je me suis retrouvée avec 12 personnages. Une protagoniste en faisait naître une autre. Le roman s'est développé ainsi. Je ne planifie pas beaucoup les choses, et le processus a été assez organique.

Avez-vous conçu *Fille, femme, autre* comme un roman historique, en ce qu'il s'attache au passé de chacune des femmes impliquées, à leurs racines et à leur destin contemporain, soit leur histoire en train de se faire ?

BERNARDINE EVARISTO Je ne le vois pas comme un roman historique au sens strict, mais c'est vrai qu'il y a beaucoup d'histoire dans ces pages. J'aime créer un passé à mes personnages, pour que le lecteur voie d'où ils viennent et comprenne les fondements psychologiques de leur personnalité. Le roman couvre effectivement une période de cent vingt ans, cela dit, donc peut-être qu'il est historique. Je le vois comme un roman contemporain, dont les racines remontent loin dans le passé de ses personnages.



BERNARDINE EVARISTO EST VICE-PRÉSIDENTE DE LA ROYAL SOCIETY OF LITERATURE.

L'écrivaine est la première femme noire lauréate du prestigieux Man Booker Prize. T. Jamieson/The New York Times/RÉA

Il s'agit d'un roman-monde, foisonnant comme une fresque. Quel temps vous a-t-il fallu pour l'écrire ? Et comment écrivez-vous, en longues phases ou par à-coups ?

BERNARDINE EVARISTO Il m'a fallu cinq ans. Professionnellement, je jongle avec beaucoup de choses. J'enseigne la création littéraire, je suis une activiste de la littérature. Je monte des prix et d'autres programmes, je siège dans des jurys. J'écris des critiques de livres, des articles dans les médias, et je voyage dans le monde en tant que romancière. J'aime la tension que tout cela crée dans mon écriture. J'ai besoin de devoir ménager le temps nécessaire pour écrire mes romans. Si l'on me donnait une année entièrement libre pour écrire, je crois que je paniquerais et que je passerais dix mois à procrastiner.

La question des femmes, noires ou métisses, est l'axe central du roman, du point

de vue de l'existence de chacune, ancrée dans un social spécifique, mais aussi du point de vue de son désir. Cela n'a pas fait scandale. Pourtant, une telle audace aurait pu heurter du côté des conservatismes de la société britannique, notamment ? Y a-t-il eu des notes discordantes dans l'accueil du roman ?

BERNARDINE EVARISTO Pas du tout, fort heureusement. Le roman a été extrêmement bien accueilli, bien au-delà de mes rêves les plus fous. Toutes sortes de gens l'ont lu, et il a parlé à toutes sortes de gens, ce qui a été pour moi une surprise. Un quart de ces femmes peuvent être identifiées comme queers, mais même cela n'a pas engendré de réaction hostile, en tout cas pas à ma connaissance.

À vous lire, on apprend énormément de choses sur les sociétés britannique et américaine, du haut en bas de l'échelle sociale. On a l'im-

pression que vous avez effectué des enquêtes sur le terrain, comme on dit...

BERNARDINE EVARISTO J'ai mis dans ce roman tout ce que je sais des gens, des femmes noires et des Anglaises, et s'il y a des enquêtes de terrain, c'est seulement le résultat de ma propre vie et de la manière dont j'ai mené mon existence en tant que Britannique, en côtoyant des femmes noires et en vivant un temps en Amérique.

Sur toutes les variantes du féminisme et toutes les questions de genre, le roman, là aussi, est exhaustif. Sa force singulière tient au fait que ces problèmes, qui sont ceux du désir contemporain de toutes les libertés, y compris les libertés sexuelles, traversent des corps de femmes noires. S'agit-il, au fond, d'un manifeste ?

BERNARDINE EVARISTO Ce n'est pas consciemment un manifeste. J'avais envie d'étendre le champ des possibles dans le domaine de

Le rendez-vous des livres Spécial littérature étrangère **Culture&Savoirs**

la représentation fictionnelle des femmes noires, et à travers mes 12 personnages, il semblait naturel d'aborder la sexualité et le désir, le couple et la famille, et tous les autres aspects de la vie explorés par le roman, tels que le genre, la classe sociale, le féminisme, la race, etc.

Il y a 12 personnages. Le nombre 12 est chargé de fortes connotations symboliques et religieuses, notamment dans les trois monothéismes. Vos héroïnes sont-elles de nouveaux apôtres?

BERNARDINE EVARISTO Non !

Vous avez été couronnée par le Booker Prize, l'an dernier. Vous avez déclaré : « Je suis la première femme noire à remporter ce prix. » Il y a la communauté littéraire et la société dans son ensemble, avec son racisme et ses contradictions mortifères. Pensez-vous que la littérature peut quelque chose pour amender l'opacité actuelle du monde? Et ne faudrait-il pas obliger Mister Trump à lire votre livre?

BERNARDINE EVARISTO Je crois que j'aurais l'impression de voir mon livre sali si Trump le lisait. Il n'y a pas moyen de faire changer ce type. Mais je crois que la littérature peut contribuer à la transformation sociale, à sa manière. Elle peut éclairer des situations, construire des ponts et développer l'empathie, et aider le lecteur à entrer dans la vie de gens qui sont différents de lui.

Pensez-vous qu'il y ait un équivalent entre ce qui s'est passé aux États-Unis et le racisme anti-Noirs en Grande-Bretagne?

BERNARDINE EVARISTO Il y a clairement des parallèles entre les deux pays, mais le rapport

des États-Unis au racisme se joue au niveau macro tandis qu'au Royaume-Uni c'est au niveau micro – bien que ce soit tout aussi flagrant dans les deux cas. Les deux pays ont un problème de racisme systémique, de discrimination policière et judiciaire, et les inégalités raciales dominent pratiquement une très grande part de la société.

Que pensez-vous du Brexit pour la société britannique et singulièrement pour les personnages dont vous parlez?

BERNARDINE EVARISTO Je suis pour rester en Europe. Le Brexit est une horrible histoire qui n'aurait jamais dû se produire. Je suis atterrée qu'on ait laissé faire ça, sous l'effet de la pire des politiques de tromperie, de manipulation et de démagogie, en excitant les foules et en leur faisant croire que l'immigration et l'UE étaient la source de tous leurs problèmes dans un contexte de récession. La plupart de mes personnages ne parlent pas du Brexit. Rappelez-vous que j'ai commencé le livre en 2013, alors que ce n'était pas encore à l'ordre du jour. L'un des personnages a voté pour, une femme de 93 ans, agricultrice dans le nord du pays.

Puis-je vous demander d'où vient votre beau prénom?

BERNARDINE EVARISTO Bernardine vient du nom d'un saint, Bernardin de Sienne. Ma mère était catholique. Evaristo a circulé du Portugal au Brésil (esclavage) jusqu'à Lagos au Nigeria via mon grand-père, Gregorio Evaristo, puis encore jusqu'à Londres avec mon père en 1949. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
MURIEL STEINMETZ

TRADUCTION DE MARGUERITE CAPELLE

Une œuvre colossale aux racines très profondes

Le roman de Bernardine Evaristo explore en tous sens le destin de femmes noires britanniques, tant du point de vue social que de celui du désir.

FILLE, FEMME, AUTRE,
Bernardine Evaristo, traduit de l'anglais (Royaume-Uni) par Françoise Adelstein
éditions Globe, 470 pages, 22 euros

Le fil conducteur n'est autre que l'avant-première de la *Dernière Amazonie du Dahomey*, une pièce d'Amma, née à Londres dans les années 1960, d'un père journaliste ghanéen, militant de l'indépendance du Ghana, et d'une mère métisse, née en Écosse, nigériane de père. Bernardine Evaristo remonte le cours des généalogies de ses personnages, la plupart étant des femmes noires, britanniques, sou-mises ou pas à un ordre social admis ou rejeté, dans un monde opiniâtrement clos, blanc, sournoisement raciste. Amma triomphe, après avoir tenu des rôles d'« esclave, servante, prostituée, nounou ou criminelle ». Lesbienne polygame et féministe, elle est plus tolérante que sa fille, qui lui serine : « *Le féminisme, c'est tellement gré-gaire* », et prévoit son avenir : dette universitaire, loyers exorbitants, petits boulots,

Brexit. Il y a Dominique, née à Bristol de mère afro-guyanaise, père indo-guyanais dont les ancêtres étaient en servage à Calcutta. Féministe noire, elle ne fréquente que les bars réservés aux femmes. Elle a été amoureuse de Nzinga, une Afro-Américaine qui a travaillé dur pour entrer à l'université du Texas, où la ségrégation venait d'être abolie... D'autres portraits de femmes en relief irriguent le livre, et le roman parcourt plus d'un quartier de Londres, où l'on suit encore au long cours le destin de Carole, d'origine nigériane, brillante élève ayant intégré Oxford – les Noirs s'y comptent sur les doigts d'une main –, surnommée la « super geek de quatrième ». Elle subira le racisme et épousera un Kenyan blanc, au grand dam de sa mère. Bernardine Evaristo remonte loin. La mère de Carole, d'abord, Bummi, brillante mathématicienne devenue femme de ménage qui a dû fuir, enfant, les sols toxiques du Nigeria. Le grand-père est mort dans une explosion pour avoir raffiné illégalement du gazoil... Il y a d'autres femmes, au destin toujours aussi sinueux, grevé par le racisme. Bernardine Evaristo a composé une œuvre colossale qui court sur plus de cent vingt ans, jusqu'à l'orée du XXI^e siècle, neuf et déjà abîmé. Magistral. ●

MURIEL STEINMETZ



Le 14^e arrondissement fait partie intégrante du décor. R. Gaillard/Réa

FICTION

Montparnasse et les fantômes de Pinochet

Entre illusions et mensonges, la dérive d'un étudiant chilien exilé à Paris. Par Mauricio Electorat, l'auteur de *Sartre et la Citroneta*.

PETITS CIMETIÈRES SOUS LA LUNE
Mauricio Electorat,
traduit de l'espagnol (Chili)
par l'auteur
Métailié, 304 pages, 21 euros

« *Il faut que j'explique un certain nombre de choses, comme dans le poème de Neruda* », nous confie Emilio Ortiz, dans l'un des premiers chapitres du nouveau roman de Mauricio Electorat. Sauf que lui, dit-il, ne prétend pas expliquer le monde, et encore moins la poésie, mais « *la famille* ». On se gardera bien de prendre cet aversissement pour argent comptant. D'abord, on le verra, la famille permet de tout expliquer comme de tout compliquer, et surtout, parce que son ambition n'est pas moindre que celle du poète chilien auteur d'*Espagne au cœur*. Elle se faufile seulement par des passages moins larges, plus tortueux. Le titre l'indique. *Petits Cimetières sous la lune* est une allusion assumée aux « grands » cimetières, le pamphlet où Bernanos dénonçait les atrocités du franquisme.

La dictature de Pinochet est au cœur du roman. C'est son atmosphère étouffante, qui empest même sa famille, que fuit Emilio. Fou de littérature, fan d'encyclopédies, il atterrit à Paris pour y entreprendre des études de linguistique. Un autre jeune exilé lui obtient un petit boulot de veilleur de nuit à l'hôtel Istria.

Celui où habitèrent Tzara, Picabia, Rilke, Maïakovski, Aragon et Elsa Triolet, comme par hasard. Mais ils ne hantent pas l'étudiant, qui partage ses lectures entre les romanciers français du XIX^e et les poètes chiliens du début du XX^e.

La tragédie y emprunte le masque de la farce

Emilio a ses propres fantômes, qui « *peuplent ses illusions* ». À commencer par celui de Chloé, serveuse au bar du dancing de la Coupole, avec qui une étrange relation se noue, jusqu'à une disparition peut-être provisoire. Et surtout celui d'un père encore vivant dont il entreprend de comprendre le rôle exact qu'il a joué sous la dictature. Le roman de Mauricio Electorat, qui commence sur les rails des « chroniques d'exilés », se poursuit, sans se dé-

partir de son humour désenchanté, dans un labyrinthe à l'image de ce qu'est sa vie. « *Un polar kafkaïen* », selon ses amis. La tragédie y emprunte le masque de la farce.

Mauricio Electorat bâtit pour cela un dispositif simple à suivre, mais qui fait vaciller les certitudes. Passages sans transition du « je » au « il », manipulations de la chronologie, variations, échos, rêves, tout cela, sans affecter la clarté de la lecture, la marque du signe du doute. Comme tout veilleur de nuit, Emilio a un « *pas universel* ». Reste à savoir quelle porte ouvrir. ●

ALAIN NICOLAS

Un labyrinthe à l'image de ce qu'est la vie d'Emilio.

RÉCIT

L'écrivain aux mille détours

Entre essai et autobiographie, Daniel Mendelsohn propose un vertigineux voyage dans la littérature occidentale, dans les pas d'Homère.

TROIS ANNEAUX

Daniel Mendelsohn, traduit de l'anglais (États-Unis)

par Isabelle D. Taudière

Flammarion, 200 pages, 19 euros

Après avoir écrit *les Disparus*, une enquête menée aux quatre coins du monde sur les traces de sa famille, des juifs de Galicie tués par les nazis, Daniel Mendelsohn a été paralysé par une dépression. Pour sortir de ce qui s'apparentait à un choc post-traumatique causé par l'écoute, cinq années durant, de récits de violences, de déplacements et de destructions, ce spécialiste d'Homère, professeur de littérature classique au Bard College, s'est attelé à un livre sur les classiques grecs. Paru en 2017, *Une odyssée* raconte comment son père, Jay Mendelsohn, 81 ans à l'époque, a assisté au séminaire de son fils, provoquant des questionnements féconds sur le texte grec, comment le père et le fils ont embarqué pour une croisière re-produisant les voyages d'Ulysse, puis la mort du père. La construction du livre, qui est aussi un essai sur l'épopée, reprend la composition circulaire employée par Homère, l'enchaînement de multiples récits dans le récit principal, formant des anneaux.

C'est l'histoire de cette technique que retrace, de manière forcément circulaire et labyrinthique, le nouvel essai de Daniel Mendelsohn, *Trois Anneaux*, dont le titre fait référence à un passage du *Décameron* de Boccace et aux

Anneaux de Saturne, chef-d'œuvre de l'écrivain allemand W. G. Sebald. Une image revient à plusieurs reprises, une hypothèse à chaque fois creusée, précisée, le début d'un chemin provisoirement bouclé à la fin de chacun des trois « contes d'exil » qui composent le livre : « *Un étranger arrive dans une ville inconnue après un long voyage.* » C'est un homme d'âge moyen, qui a dû partir précipitamment de chez lui, laissant femme et enfant. Figure de l'exilé d'hier et d'aujourd'hui, de l'écrivain réfugié, sans sa bibliothèque, dans un lieu qu'il ne connaît pas, cet homme prendra, au cours du récit, de multiples visages.

NÉ EN 1960, DANIEL MENDELSON A OBTENU LE PRIX MÉDICIS ÉTRANGER EN 2007 POUR *LES DISPARUS*.

Voyage dans l'histoire de la littérature occidentale, de l'Allemagne à la Turquie en passant par la France de Fénelon et Proust, *Trois Anneaux* relie avec maestria plusieurs œuvres majeures et plusieurs figures d'intellectuels et écrivains qui ont utilisé la composition circulaire, ou s'en sont au contraire méfiés. C'est le cas d'Erich Auerbach, philologue juif, « père de la littérature comparée », qui partit d'Allemagne en 1936 et trouva refuge à Istanbul.

Dans son enfance, Daniel Mendelsohn a passé des années à essayer de construire une maquette du Parthénon, avant de se rendre compte que la littérature offrait davantage de possibilités. Entrelaçant l'essai littéraire et l'autobiographie, il met ses pas dans ceux d'Homère et de son héros « polytropos », l'homme aux mille tours et détours d'esprit, et livre une merveilleuse méditation sur l'exil, la création et les doutes de l'écrivain. ●

SOPHIE JOUBERT

LA CHRONIQUE LITTÉRAIRE DE JEAN-CLAUDE LEBRUN



Christine Jordis
Stéphane et Jane

PRUDENCE ET PASSION

Christine Jordis

Albin Michel, 384 pages, 21,90 euros

Une réflexion de longue haleine ici se poursuit, qui tantôt emprunte les chemins de la fiction, tantôt explore l'histoire littéraire, tantôt encore se tourne vers de grands modèles de spiritualité ou simplement s'attache à des figures de proches. Et tout du long ne cesse d'interroger notre présent. Car cette œuvre, inaugurée en 1989 par un essai sur des romancières anglaises contemporaines, s'est ensuite élargie à de plus vastes perspectives. Pour aujourd'hui rassembler dans une même coulée ses différentes sources. Il fallait bien cela pour affronter les enjeux du début de siècle.

Le roman très engagé de Christine Jordis met en scène deux sœurs, Marianne et Elena, qui tentent chacune à sa façon de faire front, dans un monde exposé à un déferlement de

nouveaux tropismes. Le début du livre en dresse le catalogue : catastrophisme, intégrismes, puritanisme, surgissement d'un nouvel ordre moral, censure, règne de l'anachronisme, de la pensée binaire... Celle qui s'intéressa à Gandhi et à Charles de Foucauld, comme au sage coréen

Chusa et à l'exagéré William Blake, qui écrivit aussi sur les ravages du jeunisme, franchit le pas. C'est en effet de façon désormais frontale qu'elle se livre à un éreintage des tendances actuelles. Plongeant Elena et Marianne dans le bain classique des déceptions amoureuses, tel un réactif, elle donne à voir deux attitudes ancestrales, qui valent plus largement à l'échelle de la société : le consentement et la révolte. Lectrice fervente de Jane Austen, elle ne propose rien de moins qu'un *Raison et sentiments* de notre temps, dans lequel deux jeunes femmes débattent au fond de la meilleure façon de rester soi-même, entre les tumultes de l'intime et les dérives du monde. Et chemin faisant soulève un coin de l'épais voile de Maya qui brouille la perception. Sans qu'à aucun moment le romanesque y perde de sa substance. Marianne, passée par toutes les épreuves, y compris l'infection foudroyante par un virus qui commençait à circuler, revenait lentement à la vie. *L'Indignez-vous !* de « l'allègre vieillard » Stéphane Hessel ne s'inscrivait plus à son horizon.

La lecture de la très pondérée Jane Austen était passée par là. À ceci près que deux siècles s'étaient écoulés : ces personnages féminins d'un roman du XXI^e siècle avaient juste élevé le niveau de leurs exigences personnelles et sociales. Ce dont témoigne ce livre véhément, jamais tendre avec l'époque et ses injonctions, qui invite à la réflexion. ●

Deux jeunes femmes débattent de la meilleure façon de rester soi-même.

LA RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR

Des nouvelles des enfants de la dictature



Carmen Castillo

Cinéaste franco-chilienne

Nona Fernandez a grandi dans un contexte particulier, étrange, durant les années de

la dictature chilienne. Ses romans appartiennent à ce courant littéraire des enfants de la dictature. Toute une génération d'écrivaines qui marquent le Chili d'une nouvelle empreinte. Une génération qui avait 2 ans lors du coup d'État de Pinochet, qui a grandi dans cette société de l'amnésie, est devenue adulte dans les années de « la sortie » négociée de la transition, où l'oubli et le libéralisme ont enfermé le pays. Nona Fernandez, comme Lina Meruane, Alia Trabucco, Alejandra

Costamagna, Macarena Aguila sont toutes des autrices qui n'ont pas peur de regarder le passé dans les yeux, de l'assumer en déplaçant le curseur, en adoptant un point de vue débarrassé de toute solennité, de slogan ou d'une quelconque nostalgie. La manière dont Nona Fernandez dans *la Quatrième Dimension* s'empare du sujet et organise son récit m'a bouleversée. Elle brave toutes les temporalités avec des allers-retours incessants dans l'histoire, traque cet « homme qui torturait » au rythme d'une construction fragmentaire jusqu'à donner corps et vie aux victimes, aux disparus. C'est un très grand roman

qui renouvelle, à l'instar de toute cette génération, la littérature contemporaine chilienne. Elles sont toutes des autrices engagées, dans le mouvement féministe, dans les luttes aux côtés des plus pauvres, dans la dénonciation du néolibéral. Au Chili, les journaux n'ont pas de pages culturelles. Comment font-elles face à cette absence de renvoi critique ? Comment secouent-elles tous les académismes ? Comment la culture peut-elle nous libérer de cette cage dans laquelle on nous enferme... ? Telles sont les questions qu'elles posent en grand en soufflant un vent d'espoir. ●

(1) Traduit de l'espagnol (Chili) par Anne Plantagenet. Stock, 2018, 288 pages, 19,50 euros.

ESSAI

Avignon, Orange, Sarrians... les héros ordinaires du communisme

Sous le titre *Communistes en Vaucluse*, ceux d'aujourd'hui portent un regard passionné, critique, reconnaissant, sur ceux qui les ont précédés, dans un ouvrage publié à l'occasion du centenaire du PCF.

COMMUNISTES EN VAUCLUSE.
REGARDS SUR UN SIÈCLE D'HISTOIRE
Collectif
Fédération du PCF du Vaucluse,
200 pages, 20 euros

L'ombre de Shakespeare planerait-elle sur le Vaucluse ? La première de la Semaine d'art en Avignon, mise en scène par Jean Vilar, en septembre 1947, qui deviendra le fameux Festival, avait pour titre *Richard II*. C'est le début d'une programmation du drame historique qui hante les murs du palais des Papes.

Non loin de là, trois années auparavant, dans un village du nom de Sarrians, un drame, où se mêlent la pire cruauté et le courage le plus inouï, s'est noué le 1^{er} août 1944. Deux résistants, un cultivateur, Albin Durand, et son ouvrier-compagnon, Antoine Diouf, ont été massacrés. Des massacres de résistants par les hitlériens, le Vaucluse, la France, le monde, en ont connus, hélas, beaucoup. Mais à Sarrians, il faut bien parler de martyr. Non pas que les victimes aient eu le goût du sacrifice, mais leurs bourreaux avaient, eux, le sale goût du sang et de l'expiation des infidèles au culte du maréchal.

La cruauté dans le drame élisabéthain, celle du poison et du poignard, est une cruauté de princes obsédés par le trône. La cruauté de Sarrians est une cruauté descendue au plus bas dans l'échelle sociale, entre la notabilité, épouse de médecin, militante pétainiste du PPF, dont le règne, croit-elle, est arrivé, et le paysan qui leur tient tête.

Albin Durand ne tient pas tête seulement avec des armes. Il tient tête avec son idéal de vie communiste. Il a gagné l'estime des pépiniéristes, sa profession, des sportifs pour lesquels il défend des clubs de rugby et de gymnastique pour jeunes filles, des habitants pour son dévouement au lieu. La haine politique pour ce militant qui, déjà, incarne un autre avenir avec son parti, le PCF, ira jusqu'à lui scier une jambe, atrocité découverte lors de l'exhumation, pour le faire, en vain, trahir les siens. Entre Jean Moulin et Malraux au Panthéon, il y a aussi des Albin Durand. Le récit de la vie et de la mort des deux travailleurs de la terre à Sarrians est



Une affiche d'Ernest Pignon-Ernest illustre la couverture de l'ouvrage.

d'une facture remarquable (1). Pas d'auteur désigné, mais une troupe de gens de leur monde, toujours vivant, et qui ont créé une association. Depuis des années, ils ont construit, pas à pas, recherche après recherche, croisement après croisement des témoignages, une sorte de monument. Ils sont accompagnés par un historien qui a signé l'avant-propos, et par une fille

d'Albin dont une lettre à la sienne fait office de préambule.

L'histoire aura voulu que les communistes vauclusiens en fassent non leur modèle, mais leur référence collective pour l'ouvrage auquel ils se sont attelés et qu'ils ont édité pour le centième anniversaire de la naissance de leur parti. Raconter un siècle de leur propre formation – et quelle formation dans

ce siècle ! – n'est pas une mince affaire. Ils ont pris des précautions : d'abord retrouver les documents, les parcours, les traces, les témoignages, venant des familles, de la presse, des autorités de l'époque, police, préfet, des responsables de leur parti, conformes ou dissidents. Ensuite, assumer leur propre parti pris : ce sont des personnes identifiées aujourd'hui qui parlent de personnes identifiables hier. Toujours en menant de front le récit local et le récit national. Et, donc, pour un résultat soumis au jugement du lecteur.

La radicalisation des engagements politiques

S'il y a une marque vauclusienne dans ce témoignage, c'est à l'évidence dans la tension des rapports sociaux « de proximité », et dans la radicalisation des engagements politiques à l'épreuve des événements. Dès 1920, avant même la naissance du PCF, les cheminots d'Avignon se signalent par leur détermination. Le monde paysan, celui d'Albin Durand, n'est pas en reste. Le parti tisse sa toile en ville, à Avignon, Orange, ou Carpentras, mais ses mailles tiennent aux bourgs, aux villages. D'où la succession brutale de progrès et de rechutes quand la société de base se voit bousculée, notamment par d'absurdes consignes du sectarisme.

En face, un fil noir redoutable se tend dans la durée, malgré les différences entre le PPF des années 1930, l'émergence d'un certain poujadisme vingt ans plus tard, et la montée plus récente du lepénisme. Le Vaucluse est une terre républicaine pour le meilleur et une terre de réaction pour le pire. Les cassures n'empêchent pas, cependant, les rebonds quand nécessité fait loi. Les communistes vauclusiens se sont toujours retrouvés contre les guerres et le surarmement, jusqu'à faire cause commune avec René Char, le poète, capitaine Alexandre dans le maquis, entré dans une nouvelle résistance contre l'implantation des fusées du plateau d'Albion.

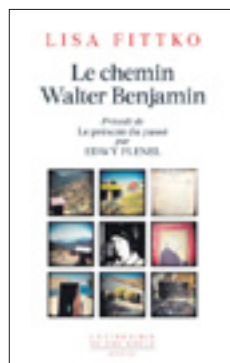
Ernest Pignon-Ernest, l'artiste, qui a habité et les lieux et cette histoire, en a fait une flamboyante couverture. À côté du rail, en bleu, surgit un olivier, en rouge. Le rail de la bataille, et l'olivier de la paix. Sur fond blanc de l'histoire qu'il reste à imaginer avec l'ultime note optimiste, à l'échelle du temps, du philosophe Lucien Sève. ●

CHARLES SILVESTRE

(1) *Sarrians, 1^{er} août 1944, un village dans la tourmente*, Adad Éditions, 2016.

PARLONS-EN !

Les mémoires antifascistes de Lisa Fittko



LE CHEMIN WALTER BENJAMIN, SOUVENIRS 1940-1941
Lisa Fittko
Seuil, 365 pages, 24 euros

Ce précieux livre est la réédition des mémoires de Lisa Fittko parues en 1987 aux éditions Maren Sell. Comme l'on sait, Lisa et son mari Hans Fittko furent les organisateurs en 1940-1941 – quand il était « *minuit dans le siècle* » (Victor Serge) – d'un réseau clandestin de passage de la frontière entre la France de Vichy et l'Espagne. Dans sa magnifique introduction, Edwy Plenel insiste sur la leçon actuelle de cette histoire : les frontières existent pour être traversées et les exilés sont faits pour être accueillis... Un des premiers à emprunter, avec l'aide de Lisa, ce périlleux chemin à travers les Pyrénées fut, en septembre 1940, Walter Benjamin : retenu à Port-Bou

par la police espagnole (franquiste), qui veut l'expédier de retour en France, c'est-à-dire à la Gestapo, il préfère se suicider. Ce fut, observe Plenel, un acte non de désespoir, mais de protestation : un suicide socratique, entre refus et lucidité. La fin de Walter Benjamin est devenue « *un mythe actif, qui invite à prendre le relais d'une course à l'espérance qui, depuis Spartacus, n'aura jamais de fin* ». Lisa Fittko, née Elisabeth Ekstein en 1909, dans une famille juive de Ruthénie (Empire austro-hongrois), fera des études à Berlin. Jeune adhérente à l'Union des élèves socialistes, elle va se battre contre les nazis jusqu'à l'été 1933.

Après un passage par Prague, où elle épousa Hans Fittko, elle finira, avec son compagnon, par s'exiler en France, où ils seront internés, en 1939, comme « *ressortissants d'un pays ennemi* »... Lisa sera expédiée, par la police française, au camp de Gurs, avec des milliers d'autres réfugiés juifs ou antifascistes allemands : un des chapitres les plus honteux de l'histoire, peu glorieuse, de la III^e République. Réfugiés à Banyuls, les Fittko apprennent, grâce au maire socialiste de la ville, M. Azéma, l'existence d'un sentier – la « route Lister », du nom d'un célèbre général républicain espagnol – conduisant,

à travers les Pyrénées, en Espagne. Un des premiers « clients » fut Walter Benjamin, venu, à l'aube du 25 septembre 1940, frapper à leur porte. Lisa conduisit celui qu'elle appelait « le vieux Benjamin » avec ses amis, madame Gurland et son fils, jusqu'en haut de la crête, d'où l'on pouvait apercevoir Port-Bou en Espagne. La descente fut facile, mais elle se termina tragiquement, comme l'on sait, pour le philosophe. Pendant six mois, Lisa et Hans Fittko firent passer par la « route Lister » – rebaptisée par Varian Fry, « route F » (de Fittko) – une centaine de réfugiés, en trois passages hebdomadaires. Avec le remplacement du maire socialiste de Banyuls par un collabo, leur activité devient de plus en plus risquée : Hans et Lisa décident de partir à leur tour pour Port-Bou.

Ils réussirent, à partir du Portugal, à prendre un bateau pour Cuba, où ils passeront les années de la guerre, avant d'émigrer aux États-Unis. Lisa, décédée en 2005, avait l'habitude de répéter à ceux qui voulaient l'écouter : « *Ceux qui disent, "cela ne peut pas arriver chez nous", n'ont rien compris...* » ●

MICHAEL LÖWY
SOCIOLOGUE ET PHILOSOPHE

Quand le peuple barre la rue pour ouvrir la voie



LA BARRICADE, HISTOIRE D'UN OBJET RÉVOLUTIONNAIRE
Éric Hazan
Autrement, 160 pages, 8 euros

D'un seul coup, le peuple sort et s'empare de la rue. Il érige une barricade, puis dix, puis cent, et découpe la ville. Sacs de farine ou de sable, moellons, briques, pavés, chaises, charrettes et fiacres, tout y passe. Ouvriers, commerçants, étudiants, hommes, femmes et enfants s'y retrouvent. En onze chapitres, dont neuf consacrés à Paris, un à Lyon et enfin un dernier au reste de l'Europe, l'historien Éric Hazan revient sur trois siècles de barricades et de révoltes populaires. Celles contre Henri III, en 1588. Celles contre Mazarin, en 1648. Celles de la dernière manifestation des sans-culottes, en 1795. Mais aussi celles qui feront tomber les rois en 1830 et 1848, ou encore celles qui ne parviendront pas à sauver la Commune de Paris, en 1871. D'abord piège mortel pour les armées de l'oppression, elles perdent de leur force soudaine au fur et à mesure des évolutions de l'urbanisme et des techniques militaires, malgré quelques résurgences symboliques comme en 1968 ou avec les gilets jaunes. ●

AURÉLIEN SOUCHEYRE

Ivresses du mythe de l'abondance marchande



LE VERTIGE DE L'ILLIMITÉ
Florent Bussy
Robert Laffont, 168 pages, 12 euros

Nous sommes saisis par le *Vertige de l'illimité*, sommés de consommer et de jouir des objets. Les catastrophes écologiques et sanitaires n'empêcheraient pas cette démesure et son illusion de profusion globalisée, note Florent Bussy. Pour s'attaquer à ce vertige, l'auteur nous entraîne au cœur de trois infrastructures phares de ce capitalisme consumériste. Et le philosophe de raconter sa traversée des parcs d'attractions, « *paradis artificiels pour les familles* ». En sa compagnie, nous déambulons encore dans un centre commercial qui vise « *cette sensation agréable liée à l'abondance* », tout en isolant les consommateurs « *sans relations autres que d'argent* ». Enfin, sur les sites de commerce en ligne, la profusion prend la forme de monopoles et d'un désir de consommer sans limites, ni temps mort. Ces trois lieux d'ivresse font de nous « *plus que jamais des Homo economicus, inscrits dans l'appareil productif capitaliste* ». Que faire ? Démontez les illusions, ralentir, s'opposer, « *re-construire le monde commun* » pour retrouver les autres et la planète. ●

NICOLAS MATHEY

Bifurquer, un jeu de mots qui change le monde



ABÉCÉDAIRE DES BIFURCATIONS
Revue *Multitudes*
Numéro 80, 240 pages, 15 euros

Changer de vie, de voie, infecter la langue dominante, voilà comment la revue *Multitudes* célèbre son 20^e anniversaire. « *Des bifurcations peuvent devenir les premières étapes de rêves à concrétiser pour l'ensemble du monde*. » La revue dirigée par Yves Citton, Yann Moulier Boutang et Anne Querrien y multiplie les regards décalés, invitant non pas au ricanement d'humoriste, mais au rire intelligent et malicieux. S'espacer de cinq ananas, comme y appelle une affiche de la préfecture de la Martinique, interroger les flots d'argent subitement libérés, se voir comme des poulets décapités s'agitant sans raison... « *Ah, ces cons ! Contagion, contamination, confinement, (...) et puis maintenant, comme pour revenir à la case départ, consommation !* » Entourés d'œuvres elles aussi bien foutraques, notamment sous la forme de sardines humanisées, on croise de drôles de mots comme zoonose, cosmocide, distantisme, mais aussi des mots replacés au centre des débats comme quartiers populaires. « *Les indispensables ont déjà clamé leur volonté de ne pas être "récupérés"*. » La suite du chemin, « *la bonne chose à faire* », c'est « *faire avec eux* ». ●

N. M.

De Thomas d'Aquin à Lucien Sève, une pensée en action



THOMAS D'AQUIN
La Pensée, Numéro 402
Fondation Gabriel-Péri, 191 pages, 19 euros

Dans le dernier numéro de *la Pensée*, dix auteurs contribuent à éclairer les rapports du matérialisme et de la théologie chez Thomas d'Aquin. Or ces rapports ne vont pas de soi, comme c'est aussi le cas dans l'ensemble de la théologie médiévale. D'Aquin définit la matière, d'une part, comme ce que, dans les corps, la forme n'est pas, d'autre part, comme ce que Dieu en tant qu'esprit n'est pas. Mais le concept de matière ne peut être envisagé seulement en négatif. Il réclame aussi la compréhension de ce que sont la création et la génération des corps, l'individuation, la relation de l'âme et du corps, l'inscription de l'homme dans l'ordre de la nature et de la providence, le salut. L'enquête sur le statut de la matière s'impose donc comme une tâche que la théologie ne peut éviter. C'est ce qui donne sens à l'idée d'une tendance matérialiste de cette pensée. Le numéro comprend aussi un hommage à Lucien Sève (deux articles et une republication d'un texte), ainsi qu'une mise en perspective de la crise de l'école en situation de pandémie de Covid-19. ●

STÉPHANE BONNÉRY
UNIVERSITAIRE

DISPARITION

Jacques Brunhes, une vie au service du bien public

Secrétaire d'État au Tourisme sous le gouvernement Jospin, l'ancien député et maire PCF de Gennevilliers, conseiller général des Hauts-de-Seine, est décédé à l'âge de 85 ans.

Jacques Brunhes est le fils d'un chauffeur de taxi et d'une mère sans profession, originaires du Cantal. Après une formation à l'École normale d'instituteurs d'Auteuil, il obtient un poste d'instituteur dans une école du 18^e arrondissement de Paris. Adhèrent au Parti communiste depuis 1953, il participe au collectif de travail sur les questions de l'école et devient secrétaire de rédaction de l'*École et la Nation*. Au début des années 1960, il est nommé professeur de lettres-histoire-géographie dans un collège de Villeneuve-la-Garenne et rejoint le département des Hauts-de-Seine. Membre du comité de la section PCF de Gennevilliers, il entre au comité fédéral Seine-Ouest, puis au bureau fédéral. Il y devient le responsable de l'activité sur les questions laïques et en direction des enseignants.

Une détermination sans faille

Très investi dans la vie politique locale, il conduit les listes d'union aux élections municipales de Villeneuve-la-Garenne à trois reprises. Le militant communiste acquiert aussi une stature nationale puisqu'il est élu député des Hauts-de-Seine en 1978,

avant d'être élu maire dans la ville voisine. En effet, élu conseiller municipal de Gennevilliers, il en deviendra maire en 1987, tout en étant conseiller général des Hauts-de-Seine depuis 1985. Réélu maire en 1989 et en 1995, il renonce à ce mandat effectif lors des élections de 2001, tout en restant conseiller municipal et maire honoraire. Comme le signale, dans sa notice du *Maitron*, l'historien Jacques Girault, le dirigeant départemental du PCF jusqu'à la fin des années 1990 participera au mouvement de contestation dans le PCF et signera notamment le manifeste « Refondations » (*le Monde*, 24 mai 1991). Ces divergences avec son organisation n'émoussent pas sa détermination à conduire ses responsabilités électives et son action politique. Le député siégera jusqu'en 2007 dans le groupe communiste, dont il assure durant une grande partie de ses mandatures la vice-présidence. Ses travaux législatifs sont aussi très importants. Il sera secrétaire de l'Assemblée, vice-président, questeur (premier communiste à l'être depuis 1947) et participera activement aux travaux de la commission des Affaires

Toujours fidèle à son engagement en faveur de la justice sociale.



Jacques Brunhes, à Paris, le 24 octobre 2001. Daniel Janin/AFP

culturelles, familiales et sociales, de celle des Lois, puis de celle de la Défense nationale. En outre, il préside le Groupe d'amitié avec le Vietnam, puis le Groupe d'amitié France-Cambodge. Ensuite, il est membre du groupe d'études sur la question du Tibet. En 2001, Jacques Brunhes est nommé secrétaire d'État au Tourisme auprès du ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement sous le gouvernement Jospin jusqu'en 2002.

Dans un département où le bien public passe parfois après l'intérêt particulier et la probité, l'élus est resté fidèle à son engagement en faveur de la justice sociale, de la dignité humaine et de l'intérêt gé-

néral. Fait chevalier de la Légion d'honneur en 2008, l'ancien ministre de la Fonction publique Anicet Le Pors est son parrain. De nombreuses réactions ont été rendues publiques à l'annonce de sa disparition. Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, lui a rendu hommage en insistant sur son action « pour un grand service public de l'éducation nationale ». Le maire de Gennevilliers, Patrice Leclerc, a salué la mémoire de « l'acteur majeur du développement de notre ville ». La députée PCF des Hauts-de-Seine Elsa Faucillon a rappelé qu'il était « dans le cœur de beaucoup », tout en évoquant « son regard lucide et bienveillant (qui) va terriblement manquer ». L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à tous ses proches. •

PIERRE CHAILLAN

L'HUMANITÉ

Fondateur : Jean Jaurès. **Directeur :** Patrick Le Hyaric. Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957). **Capital social :** 2 500 000 euros. **Siège social :** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX. Téléphone : 01 49 22 72 72. **Service aux abonnés :** 01 55 84 40 30 - relationlecteur@humanite.fr. **Vente en kiosques :** gestion, réglage et promotion : 09 67 32 09 34 - oborsch@boconseilame.fr **Vente militante :** 01 49 22 73 47. **Publicité :** Comédiance. Téléphone : 01 49 22 74 43 (commerciale). 01 49 22 74 53 (annonces classées). 01 49 22 74 89 (annonces légales). **Directoire :** Patrick Le Hyaric, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Silvère Magnon, secrétaire général et codirecteur de la publication. **Conseil de surveillance :** Jean-Louis Frostin, président. **Actionnaires principaux :** l'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité; l'Association des diffuseurs de l'Humanité. **Impression :** POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes). Numéro ISSN : 0242-6870. **Dépôt légal :** date de parution. **Commission paritaire :** 1124 C 79615. **Tirage du mardi 29 septembre 2020 :** 37 401 exemplaires.



Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG. Europhosphation PTot: 0,01 kg/tonne.

Mots croisés

N° 23 028 par Martial Dubois

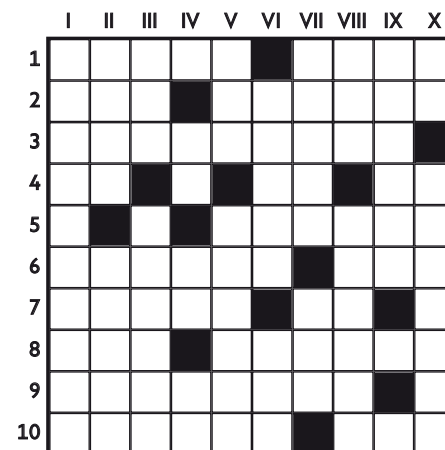
HORIZONTALEMENT

1. Mit en quarantaine. Petit bourricot. **2.** À nous. Bagage à main. **3.** Échanges de propos hostiles. **4.** Habitudes. Saint en Manche. Avant nous. **5.** Empêchai de voir. **6.** Grande peur saisissante. Poids parfois lourds à porter. **7.** Eau-de-vie. Symbole du brome. **8.** Bison d'Europe. Incise le tronc d'un hêvea pour en recueillir le latex. **9.** Choix final. **10.** Partie du littoral entre les hautes et basses mers. Mère d'Abel.

VERTICALEMENT

I. Incertitude du lendemain. **II.** Menues monnaies. Habitations polynésiennes. **III.** Entreprend avec audace. Émotion. **IV.** Il mouille son petit lit. Participe gai. Iridium. **V.** Prière à la Vierge. Imita la grenouille. **VI.** Convergeai. Rivière de France qui rejoint le Rhône. **VII.** Abréviation familière d'une prestation en argent. Écologique. **VIII.** S'inscrit en faux. Ténacité rageuse. **IX.** Barde écossais. **X.** Venu au monde. Bout de bois.

SOLUTION : **HORIZONTALEMENT :** 1. Isol. 2. Nos. 3. Valse. 4. Quercus. 5. Us. 6. Lo. 7. Et. 8. A. 9. H. 10. L. **VERTICALEMENT :** I. Inquiétude. II. Sous. For. III. Ose. Aff. IV. R. Ru. V. Ave. Co. VI. A. VII. A. VIII. A. IX. A. X. A.



PIF

D'après C. ARNAL



RETROUVEZ L'HUMANITÉ SUR INTERNET

www.humanite.fr

facebook.com/humanite.fr

twitter.com/humanite_fr



LA RÉDACTRICE EN CHEF D'UN JOUR

Carmen Castillo, la plume et le masque

À l'occasion de sa venue à la rédaction, la cinéaste nous a fait partager sa révolte intacte, son intelligence politique, son amour infini de la littérature et du débat.

Elle a déjà travaillé et jeté des idées sur les pages qu'elle a posées là, sur la table de la conférence de rédaction. Elle prend des notes, réagit avec vivacité à l'actualité. Même masquée, on devine un sourire, un éclair d'indignation. Et puis il y a sa voix, grave, enveloppée d'un voile de douceur même pour les souvenirs les plus difficiles, pour évoquer l'âpreté du quotidien de ses compatriotes chiliens.

Rosa Moussaoui présente l'événement : la bataille pour une nouvelle Constitution au Chili. Carmen revient sur le soulèvement de l'automne dernier, « cette occupation de l'espace public par le peuple, les assemblées populaires, la poésie des murs », où fleurissent des haïkus de révolte. « Le Covid, le confinement ont été utilisés par le pouvoir avec les militaires. Il a provoqué la famine, 30 % des Chiliens ne mangent pas à leur faim. » La date du référendum avance, « 65 % des Chiliens ne votent pas car ils ne se sentent pas représentés. Quels moyens la gauche se donne-t-elle pour que cette jeunesse mobilisée, issue de la rue, organisée dans des collectifs, retourne aux urnes ? ». Vaste question, au Chili, mais pas que...

Le tour de table se poursuit. Carmen réagit à toutes les injustices : le droit au logement bafoué, l'uniforme « républicain » que d'aucuns voudraient imposer aux filles en France. La lutte des personnels des Ehpad. Les meurtres, dans le continent sud-américain, contre les militants environnementalistes... Le journal n'a pas la même allure aujourd'hui. Pas la der habituelle. Pas de « Ils n'ont pas honte ! ». Pourtant, le sujet était tentant : Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, qui utilise des prisonnières payées 1,50 euro de l'heure pour faire sa com dans les lycées. « Remettez le "Ils n'ont pas honte" sur Pécresse ! », s'écrie Carmen.

On en vient aux pages Tribunes. « Je les lis beaucoup. On attend ça aussi d'un quotidien. On les découpe, on les garde, même si parfois on oublie de les lire ! » La rubrique Monde va revenir sur le débat Trump-Biden. Elle a aussi un sujet sur la Turquie qui jette de l'huile sur le feu au Karabakh. « C'est terrible, ce qui se passe.

Je pense aussi à ces femmes kurdes dans les grottes turques. » Muriel Steinmetz présente les pages littéraires. Carmen parle avec enthousiasme de la nouvelle génération d'écrivaines chiliennes qui ont « un talent littéraire fou et font la lumière sur la période sombre de notre histoire ». Pierre Chaillan évoque un essai de Lisa Fittko, *le Chemin Walter Benjamin*. « Je l'ai entre les mains ! s'exclame Carmen. Je ne l'ai pas encore terminé, mais c'est passionnant ! »

La veille, Carmen m'avait confié qu'elle était heureuse et fière et angoissée par son rôle éphémère de rédactrice en chef. Devant la rédaction, elle dira : « Au Chili, les médias sont inféodés aux puissances de l'argent, les journalistes ne sont pas libres, il n'y a pas d'Humanité comme en France. Je suis honorée d'être là. » C'est nous, Carmen, qui le sommes. ♦

MARIE-JOSÉ SIRACH

PHOTOGRAPHIES JULIEN JAULIN/ HANS LUCAS

